

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix – Travail – Patrie

**INSTITUT NATIONAL
DE LA STATISTIQUE**



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace – Work – Fatherland

**NATIONAL INSTITUTE
OF STATISTICS**

**ENQUETE ANNUELLE
DANS LES ENTREPRISES
(EAE)**

RAPPORT 2012

avril 2013

AVANT-PROPOS

L'Institut National de la Statistique (INS) a le plaisir de présenter les principaux résultats de la première Enquête Annuelle dans les Entreprises (EAE), réalisée en 2012, sur la base des données du premier Recensement Général des Entreprises au Cameroun réalisé en 2009 et intitulé RGE-2009.

Après plus d'une décennie de suspension, cette activité reprend et s'inscrit dans une vision globale d'édification d'un système de statistiques d'entreprises complet, déclinée dans la Stratégie Nationale de Développement de la statistique (SNDS) adoptée par le Gouvernement. S'appuyant sur le RGE-2009, l'EAE se présente comme un cadre de référence de la production des indicateurs de structure dans les entreprises, nécessaires au suivi-évaluation de la politique économique telle que définie dans le DSCE et les Stratégies Sectorielles.

Par rapport aux générations précédentes, l'EAE actuelle comporte des innovations majeures, notamment une taille d'échantillon appelée à être plus grande, une démarche plus rigoureuse dans la sélection des entreprises à enquêter, un questionnaire plus adapté aux préoccupations actuelles (emploi, marché public, gouvernance, sous-traitance, environnement, technologie), une organisation plus rationnelle et le souci de simplifier la tâche de réponse des entreprises.

Les principaux résultats présentés dans le présent rapport amorcent une nouvelle vague d'enquêtes sectorielles dans les secteurs primaire, secondaire et tertiaire à réaliser sur le territoire économique national.

L'INS voudrait saisir cette opportunité pour témoigner sa reconnaissance à tous les chefs d'entreprises qui ont bien voulu remplir le questionnaire et les encourage à maintenir ce partenariat fructueux, pour une gouvernance économique plus efficace et le développement entrepreneurial au Cameroun. C'est également le lieu de remercier le Gouvernement, à travers le Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT), pour les efforts de financement de la SNDS dans laquelle s'inscrit cette opération.

Les données collectées au cours de cette enquête ont permis de constituer une base riche en information qui servira entre autres à la refonte des enquêtes de conjoncture dans les différents secteurs d'activités économiques. D'ores et déjà les utilisateurs intéressés peuvent consulter cette base des données au **Site Web**: www.statistics-cameroon.org

TABLE DE MATIERES

AVANT-PROPOS.....	i
TABLE DE MATIERES.....	ii
LISTE DES GRAPHIQUES	iv
SIGLES ET ABBREVIATIONS.....	v
RESUME EXECUTIF	vii
INTRODUCTION GENERALE.....	1
CONTEXTE ET JUSTIFICATION.....	1
OBJECTIFS ET RESULTATS ATTENDUS.....	1
Objectifs de l'EAE.....	1
Résultats attendus.....	2
SYNTHESE METHODOLOGIQUE.....	3
CHAMP DE L'EAE.....	3
ECHANTILLONNAGE.....	3
• Base de sondage.....	3
• Méthode de tirage.....	3
• Outils et déroulement de la collecte	4
• Exploitation des données	4
RESUME DES PRINCIPAUX RESULTATS DE L'EAE 2012.....	4
CARACTERISTIQUES DES ENTREPRISES ENQUETEES.....	4
ACTIVITE ECONOMIQUE AU CAMEROUN EN 2011.....	5
ACTIVITE DES ENTREPRISES DU SECTEUR PRIMAIRE EN 2011.....	5
ACTIVITE INDUSTRIELLE ET DE CONSTRUCTION EN 2011.....	6
ACTIVITE DE COMMERCE, DE TRANSPORT ET DES SERVICES EN 2011.....	7
CAPITAL HUMAIN ET CARACTERISTIQUES DE L'EMPLOI	8
• Effectifs moyens des employés permanents.....	8
• Taux d'encadrement.....	9
• Catégorie socioprofessionnelle	9
PRODUCTIVITE APPARENTE DU TRAVAIL.....	10
CHARGES DE PERSONNEL	11
• Part du salaire et de l'EBE dans la VA	11
• Recyclage et formation du personnel des entreprises	12
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	12
• Investissement directs étrangers et exonérations fiscales.....	12
• Marchés publics.....	13
• Travaux de Sous traitance	13
RECHERCHE ET INNOVATIONS TECHNOLOGIQUES.....	13
• Recherche et innovations technologiques	13
• Utilisation des TIC.....	13
PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	14
• Sources d'énergie et approvisionnement en eau.....	14

• Normes environnementales	14
TABLEAUX STATISTIQUES.....	16
TABLEAU SUR LA SECTION « CARACTERISTIQUES DES ENTREPRISES ENQUETEES »	16
A- TABLEAUX SUR LA SECTION « ACTIVITE DES ENTREPRISES DU SECTEUR PRIMAIRE EN 2011 ».....	17
B- TABLEAUX SUR LA SECTION « ACTIVITE INDUSTRIELLE ET DE CONSTRUCTION EN 2011 ».....	18
C- TABLEAUX SUR LA SECTION « ACTIVITE DE COMMERCE ET SERVICES EN 2011 »	23
D- TABLEAUX SUR LA SECTION « CAPITAL HUMAIN ET CARACTERISTIQUES DE L'EMPLOI »	25
E- TABLEAUX SUR LA SECTION « ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES ».....	37
F- TABLEAUX SUR LA SECTION « INNOVATIONS TECHNOLOGIQUES »	42
G- TABLEAUX SUR LA SECTION « PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT»	46
ANNEXE.....	52
EQUIPE TECHNIQUE DE L'EAE	52
EQUIPE DE REDACTION DU RAPPORT DE L'EAE	52

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Répartitions de l'échantillon par taille	4
Graphique 2 : Répartition de l'échantillon selon la forme juridique (%).....	5
Graphique 3: âge moyen du chef d'entreprise par forme juridique (en années).....	8
Graphique 4 : Répartition des chefs d'entreprises suivant le niveau d'étude(%)	8
Graphique 5 : Proportion des femmes au sein des effectifs des employés permanents dans les entreprises camerounaises (%)	8
Graphique 6 : Taux d'encadrement moyen suivant le type d'entreprise.....	9
Graphique 7: Répartition des employés par catégorie socio-professionnelle suivant le secteur d'activité et le type d'entreprise (%).....	10
Graphique 8 : Productivité apparente du travail suivant la forme juridique et le type d'entreprise (en millions de FCFA).....	11
Graphique 9 : rémunération moyenne du personnel par secteur, type d'entreprise catégorie socioprofessionnelle(en millions de FCFA).....	11
Graphique 10 : Partage de la valeur ajoutée selon le secteur et le type d'entreprise(%)	11
Graphique 11 : Proportion d'entreprises ayant réalisé les marchés publics suivant le type	13
Graphique 12 : Proportion d'entreprises utilisant les TIC	14
Graphique 13 : Répartition des entreprises selon leur capacité à traiter les déchets.....	15

SIGLES ET ABBREVIATIONS

AFRISTAT	: Observatoire économique et statistique d'Afrique Subsaharienne
BTP	: Bâtiments et Travaux Publics
CEMAC	: Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale
CITI	: Classification International Type pour l'Industrie
CSPro	: Census and Survey Processing system
DSCE	: Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi
DSCN	: Direction de la Statistique et de la Comptabilité Nationale
DSF	: Déclaration Statistique et Fiscale
DSRP	: Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté
EAE	: Enquête Annuelle dans les Entreprises
EAI	: Enquête Annuelle dans l'Industrie
EBE	: Excédent Brut d'Exploitation
EI	: Entreprise Individuelle
ETC	: Enquête Trimestrielle de Conjoncture
GE	: Grande Entreprise
GIC	: Groupement d'Initiative Commune
IDE	: Investissements Directs Etrangers
INS	: Institut National de la Statistique
ISO	: International Organization for Standardization
ME	: Moyenne Entreprise
NACAM	: Nomenclature des Activités du Cameroun
NAEMA	: Nomenclature des Activités des Etats Membres d'Afristat
OHADA	: Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires
PE	: Petite Entreprise

PPTE	: Pays Pauvre Très Endetté
RGE	: Recensement Général des Entreprises
SA	: Société Anonyme
SARL	: Société à Responsabilité Limitée
SARLU/SUARL	: Société à Responsabilité Limitée Unipersonnelle / Société Unipersonnelle à Responsabilité Limitée
SPSS	: Statistical Package for Social Science
TIC	: Technologie de l'Information et de la Communication
TPE	: Très Petite Entreprise
VA	: Valeur Ajoutée

RESUME EXECUTIF

L'enquête annuelle dans les entreprises, en abrégé EAE, a pour principal objet la production des indicateurs structurels sur les entreprises. Ceux-ci permettent entre autres d'apprécier leur performance, leur rentabilité, leur gestion, leur ouverture sur l'extérieur, le niveau d'emploi qu'elles génèrent, le niveau de pénétration des technologies d'information et de communication (TIC) et celui de la protection de l'environnement.

La présente EAE, réalisée au 4^{ème} trimestre 2012 et portant sur les données de 2011, a en plus la particularité d'être une enquête approfondie. En effet, elle servira de base non seulement aux EAE futures, mais aussi à la rénovation de l'Indice de la Production Industrielle (IPI) et à la mise sur pied de l'Indice des Prix de la Production Industrielle (IPPI).

Elle a porté sur un échantillon initial de 750 entreprises issues du répertoire national des entreprises mis sur pied grâce au Recensement Général des Entreprises réalisé en 2009 (RGE 2009). Ces entreprises ont été sélectionnées suivant l'importance de leur chiffre d'affaires. Les grandes entreprises ont donc été privilégiées dans cette enquête. Au total, cet échantillon représente 80,0% du chiffre d'affaires total national comptabilisé en 2009.

Au terme de cette enquête réalisée de septembre à octobre 2012, 539 questionnaires, soit environ 72% de l'échantillon initial, sont revenus du terrain avec un taux de remplissage jugé satisfaisant pour être exploités. En termes de chiffre d'affaires, ces entreprises couvrent les 92% du chiffre d'affaires de l'échantillon initial.

Selon la typologie, les entreprises enquêtées comprennent 64,0% des grandes entreprises (GE) et 31% des moyennes (ME) et 5,0% de petites (PE).

Le chiffre d'affaires est estimé à 11 737 milliards de FCFA en 2011, contre 10 225 milliards en 2009, et la valeur ajoutée à 3 325 milliards de FCFA.

En termes de performance, le taux de valeur ajoutée est estimé à 25,0% dans le secteur primaire, 32,6% en moyenne dans l'industrie, et 28,7% dans le commerce et les services. Dans l'industrie, les moyennes entreprises, avec un taux de valeur ajoutée évalué en moyenne à 38,8%, sont plus performantes que les grandes (29,9%) et les petites (28,8%). Dans les services, les branches « transport » (37,4% %), « banques et assurances » (39,4%) et « télécommunications » (39,7%) présentent des meilleures performances que le « commerce de gros et de détail » (11,3%).

Les effectifs employés à titre permanent sont estimés à 460 000 personnes en 2011 contre 386 263 personnels en 2009. En moyenne, une grande entreprise emploie 313 personnes

contre 43 ans les moyennes et 17 dans les petites. Dans l'ensemble, les femmes occupent 21,6% des emplois permanents. Les petites entreprises emploient relativement plus de femmes (35,6%) que les grandes (21,1%).

La proportion des entreprises ayant bénéficié des investissements directs étrangers (IDE) reste encore faible en 2011. Elle est de 3,1% dans l'échantillon étudié. Un effort doit être fait pour que le Cameroun soit un pays très attractif pour les IDE à l'horizon 2020.

Dans le domaine des technologies de l'information et de la communication (TIC), l'existence de l'ordinateur s'est pratiquement généralisée dans toutes les entreprises (98,0%). Ce taux était de 78,0% en 2009. De même les réseaux internet se sont très vite développés, surtout dans les grandes entreprises. En effet suivant l'échantillon étudié, 96,6% d'entre elles sont connectées (contre 22% en 2009). Ce taux est de 86,9% dans les moyennes, et les petites (42,9%).

S'agissant du respect des normes environnementales, 9 entreprises enquêtées sur 10 produisent des déchets, mais seules 2 d'entre elles sont équipées d'un dispositif de recyclage ou de traitement desdits déchets.

S'agissant de la sous traitance, il ressort que les travaux confiés en sous traitance le sont généralement par les GE. Ces travaux sont évalués en moyenne à 2 milliards de FCFA. Les sous traitants sont les PME.

INTRODUCTION GENERALE

CONTEXTE ET JUSTIFICATION

L'Enquête Annuelle dans l'Industrie (EAI) a été mise sur pied dans les années 90 par l'ex Direction de la Statistique et de la Comptabilité Nationale (DSCN). Elle permettait de palier à l'absence d'informations issues des recensements industriels et commerciaux, ceux-ci ayant été interrompus depuis 1986 sous les effets de la crise économique. Ces enquêtes permettaient, à travers un échantillon, d'évaluer les performances structurelles des entreprises et de renouveler la base de collecte des enquêtes trimestrielles de conjoncture. En 2001/2002, cette enquête est étendue aux secteurs primaire et tertiaire et est rebaptisée EAE (Enquête Annuelle dans les Entreprises).

Au cours de la longue période de crise économique des années 80 et 90 qu'a traversé le Cameroun, l'insuffisance de moyens financiers a lourdement pénalisé, comme tous les autres secteurs d'activité de la nation, la production statistique dans son ensemble, et celle des statistiques économiques en particulier. Ainsi, les Enquêtes Annuelles dans les Entreprises se sont arrêtées en 2002.

Avec la reprise économique, la priorité a été donnée au financement des statistiques sociales, et les statistiques économiques ont continué à battre de l'aile. Les indicateurs de pauvreté ont cependant amené les pouvoirs

publics à définir une stratégie pour la réduction de la pauvreté (Cf. DSRP). Les résultats mitigés de cette stratégie et l'atteinte du point d'achèvement de l'initiative PPTE, ont amené les pouvoirs publics à réorienter la politique économique, en élaborant le DSCE qui fait désormais du développement du secteur privé productif et de la création des emplois, les priorités des programmes gouvernementaux.

Pour atteindre les objectifs déclinés dans le DSCE, le secteur manufacturier, de même que le secteur agricole et les services, doivent se développer de manière harmonieuse. L'entreprise, créatrice des richesses et des emplois, se trouve ainsi au centre d'une telle stratégie. Son évolution doit faire l'objet d'une très grande attention de la part des pouvoirs publics. C'est pourquoi le gouvernement a besoin d'instruments d'alerte rapide sur l'évolution de l'activité économique, de manière à mieux gérer les effets néfastes sur la croissance. Dans ce cadre, la production régulière des statistiques économiques de qualité est incontournable.

OBJECTIFS ET RESULTATS ATTENDUS

Objectifs de l'EAE

L'objectif global de l'Enquête Annuelle dans les Entreprises est de produire les indicateurs structurels sur les entreprises. Il s'agit notamment des indicateurs de performance, de rentabilité, de gestion, d'ouverture à l'extérieur, d'emploi,

d'environnement, des TIC.

Il faut préciser que l'enquête annuelle réalisée en 2012 porte sur les données économiques de 2011. Outre les indicateurs structurels, cette enquête va servir de base pour la refonte des enquêtes de conjoncture et le calcul de nouveaux indicateurs conjoncturels.

Résultats attendus

Le résultat global est la mise en place des données économiques globales et détaillées, sur la structure du tissu productif de l'économie nationale.

Les résultats spécifiques sont :

- Un rapport principal présentant une nouvelle vague d'indicateurs de structure ;
- Une note d'analyse des différents secteurs rédigée et disponible ;
- De nouveaux échantillons pour les enquêtes de conjoncture tirés.

Le présent document qui analyse les principaux résultats de l'Enquête Annuelle dans les Entreprises (EAE 2012) réalisée au cours des mois de septembre et octobre 2012 comporte, outre l'introduction, trois (03) parties. La première partie fait un bref rappel de la méthodologie utilisée; la deuxième est consacrée à l'analyse résumée des principaux indicateurs; enfin, la troisième partie présente l'ensemble des tableaux statistiques détaillés de l'enquête

SYNTHESE METHODOLOGIQUE

CHAMP DE L'EAE

L'enquête annuelle dans les entreprises porte sur les entreprises formelles en activité sur le territoire national. L'unité d'observation est donc l'entreprise.

L'échantillon est constitué des entreprises des trois secteurs d'activité, selon la Nomenclature d'Activités du Cameroun (NACAM 2002 qui est une adaptation de la NAEMA d'Afristat et de la CITI3), qui sont :

- le secteur primaire (agriculture, élevage/chasse, sylviculture, pêche) ;
- le secteur secondaire (extraction, manufacture, eau et énergie, construction)
- le secteur tertiaire (commerce, transport, services).

ECHANTILLONNAGE

• *Base de sondage*

La base de sondage utilisée est le répertoire des entreprises formelles issu du Recensement Général des Entreprises de 2009 (RGE 2009).

• *Méthode de tirage*

La méthode de tirage utilisée est celle de l'exhaustif tronqué (cut off). Il s'agit de retenir dans chaque branche d'activité les premières entreprises cumulant entre 80 et 90% du chiffre d'affaires de la branche.

Encadré1 : Etape de tirage

Pratiquement cela se déroule de la manière suivante :

Etape 1: Les entreprises du répertoire sont classées par branches d'activité. Ce classement assure que toutes les branches seront représentées dans l'échantillon.

Etape 2: Dans chaque branche, les entreprises sont classées selon l'ordre décroissant du chiffre d'affaires. Les premières cumulant autour de 90% du chiffre d'affaires sont retenues dans chaque branche.

Etape 3 : Certains aménagements sont ensuite apportés pour corriger la sur-représentativité de certaines branches en termes de nombre d'entreprises retenues. Par exemple la branche 16 (Industrie du textile et de la confection) a un effectif de 6178 entreprises constituées essentiellement de très petites entreprises. Si l'on s'en tient au seul critère du chiffre d'affaires, on devra considérer 4385 entreprises dans cette branche. Or elle ne représente pourtant que 2,6% du chiffre d'affaires du secteur secondaire. Dans ce cas de figure, seules les grandes entreprises ont été retenues.

On s'est également assuré que toutes les entreprises actuellement suivies dans le cadre de l'Enquête Trimestrielle de Conjoncture (ETC) soient présentes dans l'échantillon. A cet effet, les entreprises de l'ETC non tirées ont été ajoutées. Ceci permettra de raccorder l'indice de la production industrielle dont la présente enquête va permettre la rénovation.

La mise en œuvre de cet algorithme a permis de retenir 750 entreprises.

- **Outils et déroulement de la collecte**

Trois (03) questionnaires ont été confectionnés, chacun pour un secteur d'activité (primaire, secondaire et tertiaire). Chaque questionnaire était composé de plusieurs parties : identification, données économiques et financières, données sur l'environnement et les TIC. Un manuel de formation des agents de collecte ainsi qu'un document de nomenclatures ont également été confectionnés.

La collecte a duré un mois et demi et a été assurée par 45 enquêteurs encadrés par des contrôleurs et des superviseurs.

- **Exploitation des données**

L'exploitation des données s'est déroulée dans les services centraux de l'INS à Yaoundé. Après le retour des questionnaires du terrain, ces derniers ont été relus, codifiés et saisis grâce à une application développée sur CSPro 4.1. Le fichier obtenu à l'issue de cette saisie a fait l'objet d'un travail d'apurement sous SPSS.

Les travaux d'apurement ont permis de corriger les valeurs aberrantes, de compléter les valeurs manquantes pour les variables clés, etc. Pour ce faire, on a notamment eu recours aux données des DSF pour compléter les questionnaires de certaines entreprises.

Le fichier ainsi apuré a servi à produire les tableaux et indicateurs contenus dans le présent rapport.

RESUME DES PRINCIPAUX RESULTATS DE L'EAE 2012

CARACTERISTIQUES DES ENTREPRISES ENQUETEES

Au terme de la collecte de données, 539 entreprises ont été effectivement enquêtées, soit 72% de taux de réponse.

Tableau1: Ventilation des entreprises enquêtées par type et par secteur d'activité

Secteur	PE	ME	GE	Total	pois
Primaire	8	6	10	24	4%
Secondaire	5	78	138	221	41%
Tertiaire	15	84	195	294	55%
Total général	28	168	343	539	100%

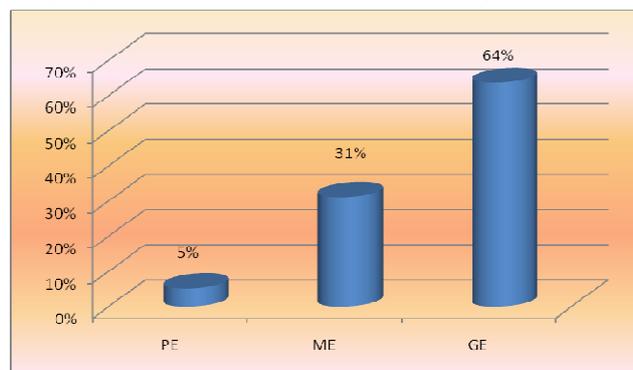
Source : INS/EAE 2012

En termes de chiffre d'affaires, les entreprises enquêtées représentent près de 92% du chiffre d'affaires de l'échantillon initial, soit 73,6% du total comptabilisé en 2009.

Par secteur d'activité, la structure des entreprises enquêtées est: primaire (4%), secondaire (41%) et tertiaire (55%).

L'échantillon des entreprises enquêtées est composé en majorité des grandes (64%) et des moyennes (31%) entreprises.

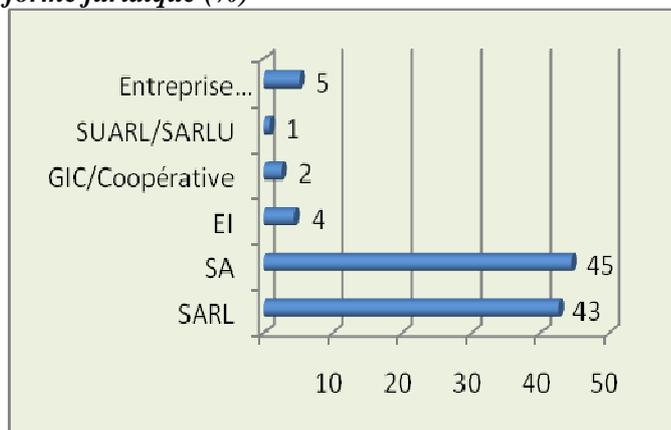
Graphique 1 : Répartitions de l'échantillon par taille



Source : INS/EAE 2012

Les Sociétés Anonymes (SA) et les Sociétés à Responsabilité Limitée (SARL) constituent 88% de l'échantillon, suivies des entreprises publiques et parapubliques à caractère commercial (5%).

Graphique 2 : Répartition de l'échantillon selon la forme juridique (%)



Source : INS/EAE 2012

ACTIVITE ECONOMIQUE AU CAMEROUN EN 2011

En 2011, le chiffre d'affaires global des entreprises du secteur moderne est estimé à 11737 milliards de F CFA contre 10 225 milliards comptabilisés en 2009.

ACTIVITE DES ENTREPRISES DU SECTEUR PRIMAIRE EN 2011

La valeur ajoutée représente la plus value générée par l'entreprise à l'issue du processus de production. Sur le plan national, c'est la richesse créée par les entreprises au cours d'une période donnée. La valeur ajoutée mesurée ici est la valeur ajoutée de gestion, selon le plan comptable OHADA

En 2011, la valeur ajoutée moyenne des entreprises du secteur primaire est estimée à 2,5 milliards de F CFA. On observe des disparités selon la branche d'activité: 3,4 milliards pour les entreprises de la branche « Agriculture industrielle et d'exportation », 2,6 milliards pour celles de la branche « Sylviculture et exploitation forestière », 50 millions et 30 millions respectivement les branches « Elevage et chasse » et « Pêche et pisciculture ».

Suivant le type d'entreprise, l'essentiel de la valeur ajoutée est dégagé par les grandes entreprises (5,9 milliards). Les ME et PE sont au bas du tableau avec respectivement 94 et 24 millions.

En considérant la forme juridique des entreprises de ce secteur d'activité, on constate que la valeur ajoutée moyenne dans les entreprises publiques et parapubliques (20,2 milliards) est plus de 8 fois supérieure à la moyenne d'ensemble (2,5 milliards). Les SA viennent ensuite avec 2,4 milliards; les SARL (459 millions); les EI (40 millions) et les GIC/Coopératives (38 millions).

Le taux de valeur ajoutée est de 25,04% dans le secteur primaire. Des disparités sont observées selon les branches d'activité, la typologie des entreprises et la forme juridique.

S'agissant du chiffre d'affaires réalisé dans ce secteur en 2011, il est en moyenne de 7,6 milliards. Tout comme pour le cas des valeurs ajoutées, des disparités sont observées selon la branche d'activité : 10,7 milliards pour celles de la branche « Sylviculture et exploitation forestière » 9,4 milliards pour les entreprises de

la branche « Agriculture industrielle et d'exportation », 313 millions et 90 millions respectivement les branches « Elevage et chasse » et « Pêche et pisciculture ».

Suivant la typologie des entreprises, la hiérarchie est respectée. En effet, les GE viennent en tête avec 18,4 milliards suivies des ME (356 millions) et des PE (71 millions).

Ces disparités apparaissent aussi suivant la forme juridique : les entreprises publiques et parapubliques (41,5 milliards) viennent en tête; suivies par les SA (11,8 milliards), les GIC/Coopératives (2,9 milliards), les SARL (2,1 milliards) et les EI (88 millions).

ACTIVITE INDUSTRIELLE ET DE CONSTRUCTION EN 2011

En 2011, la valeur ajoutée moyenne des entreprises industrielles et de construction est estimée à 3,2 milliards de F CFA. On observe des fortes disparités selon le type d'entreprise : 4,6 milliards pour les grandes entreprises, 97 millions pour les moyennes entreprises et seulement 9 millions pour les petites entreprises.

Suivant les branches d'activité, les industries d'extraction de pétrole brut, les industries de raffinage de pétrole et les entreprises de production d'eau, de gaz et d'eau dégagent en moyenne respectivement 67,0; 29,8 et 16,4 milliards de valeur ajoutée. Les industries alimentaires, dans lesquelles on retrouve les entreprises de production des boissons ainsi que les entreprises des produits d'origine agricole, dégagent une valeur ajoutée moyenne de 4,6 milliards. Cette moyenne

s'établit à 900 millions pour les entreprises de construction.

Le taux de valeur ajoutée (part de la valeur ajoutée dans la production totale) qui est un indicateur de performance s'établit en 2011 à 32,6% en moyenne pour l'ensemble de l'industrie, contre 25% en 2002. Les moyennes entreprises ont le taux de valeur ajoutée le plus élevé (38,8%) tandis que les grandes et les petites ont des taux comparables (29,9% et 29,8% respectivement).

Par branche d'activité, les industries de bois et de fabrication des articles en papier dégagent le plus grand taux de valeur ajoutée (46,8%) suivies des entreprises de production d'électricité, de l'eau et du gaz (43,6%). Le taux de valeur ajoutée le plus bas est observé dans les industries pétrolières (7,1%)

Selon la forme juridique, on constate que les entreprises individuelles sont les moins performantes, leur taux de valeur ajoutée s'établissant à 18,0%, soit presque la moitié de la moyenne nationale.

En ce qui concerne les consommations intermédiaires, les grandes entreprises industrielles consomment annuellement en moyenne 2,2 milliards d'intrants dont 328 millions de F CFA d'électricité, 14 millions en eau, et 86 millions en autres énergies (carburants essentiellement).

Les consommations intermédiaires sont des biens et services consommés, transformés ou détruits lors du processus de production. Dans le principe, la durée de vie de ces biens et services est de moins d'un an au sein de l'entreprise.

Le poids des importations dans la structure des consommations intermédiaires est de 21%. Ce poids est nul pour les Petites entreprises et se situe à 26,7% pour les grandes entreprises. Les petites entreprises n'importent pas elles-mêmes leurs matières premières, mais s'approvisionnent exclusivement sur le marché intérieur.

Le taux d'exportation (part de la production destinée au reste du monde) s'élève en 2011 à 15%. Ce taux est de 28,7% pour les industries chimiques (destination autres pays CEMAC) et de 23,7% pour les industries de bois (destination hors Afrique). Il est également très élevé (79%) pour les industries extractives.

ACTIVITE DE COMMERCE, DE TRANSPORT ET DES SERVICES EN 2011

Le chiffre d'affaires moyen réalisé par une entreprise de commerce, de transport et des services au courant de l'année 2011 s'élève à 9430 millions. Cette valeur est plus élevée pour les entreprises du sous-secteur des « Postes et télécommunications » (37,5 milliards de FCFA) et plus faible dans le sous-secteur « Education et santé ». Les entreprises de commerce et de transport présentent des chiffres d'affaires supérieurs à la moyenne nationale (13,8 milliards et 12,5 milliards respectivement).

En ce concerne le type d'entreprise, il ressort qu'une grande entreprise a réalisé en 2011 un chiffre d'affaires moyen de près de 13 milliards de FCFA représentant plus de 20 fois le chiffre d'affaires des moyennes entreprises.

S'agissant de la forme juridique, les entreprises SA présentent le chiffre d'affaires moyen le plus élevé (près de 16 milliards de FCFA). Elles sont suivies des entreprises publiques/parapubliques (10,9 milliards) et des SARL (3,5 milliards de FCFA). Les entreprises des autres formes juridiques présentent des chiffres d'affaires inférieurs à un milliard de FCFA.

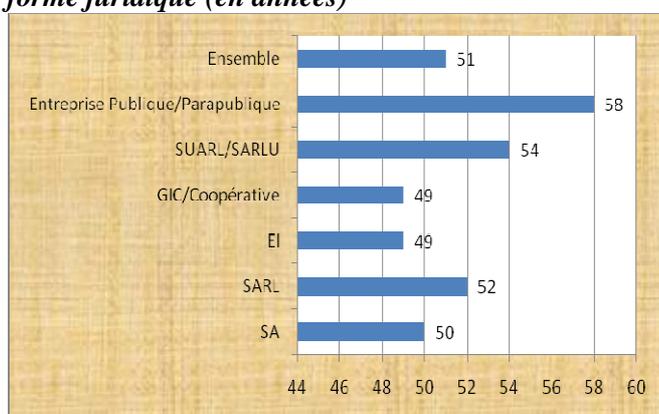
La valeur ajoutée moyenne réalisée s'établit à 2,9 milliards de FCFA pour un taux de valeur ajoutée de 28,7%. Les sous-secteurs « Postes et Télécommunications » et « Transports » présentent également les valeurs ajoutées les plus élevées (20,5 milliards et 7,2 milliards). Les entreprises de la branche « Banques et assurances » ont dégagé une VA de 4,2 milliards, 4 fois supérieur à celle des entreprises du « commerce » qui présentent pourtant un chiffre d'affaires relativement plus élevé. Cela s'expliquerait par le fait que les entreprises du commerce dégagent des marges moins importantes.

Dans le secteur tertiaire (commerce, transport et services), le taux de valeur ajoutée est de 28,7%. On note une bonne performance des activités de « transport », des « postes et télécommunications » ainsi que des « banques et assurances » avec respectivement 37,4% ; 39,7% et 39,4% de taux de valeur ajoutée. Le commerce de gros et de détail est par contre la branche d'activité qui enregistre le taux de valeur ajoutée le plus faible (11,3%).

CAPITAL HUMAIN ET CARACTERISTIQUES DE L'EMPLOI

Les effectifs permanents sont estimés à 460.000 en 2011 contre 386.000 en 2009. Concernant les caractéristiques des dirigeants d'entreprises, on note que l'âge moyen est de 51 ans avec cependant des disparités. En effet, les dirigeants des entreprises publiques et parapubliques sont en moyenne plus âgés que les autres (58 ans).

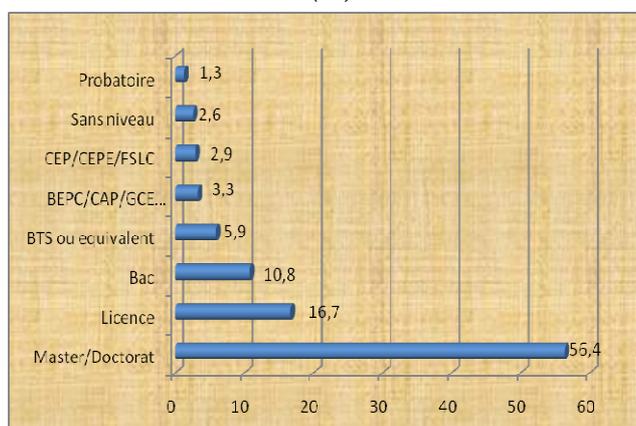
Graphique 3 : âge moyen du chef d'entreprise par forme juridique (en années)



Source : INS/EAE 2012

Selon le niveau d'éducation atteint, plus de 9 dirigeants sur 10 ont au moins le baccalauréat dont plus de la moitié (56,5%) sont titulaires d'un master ou plus. Cependant, très peu de chefs d'entreprise (2,6%) sont sans niveau.

Graphique 4 : Répartition des chefs d'entreprises suivant le niveau d'étude(%)



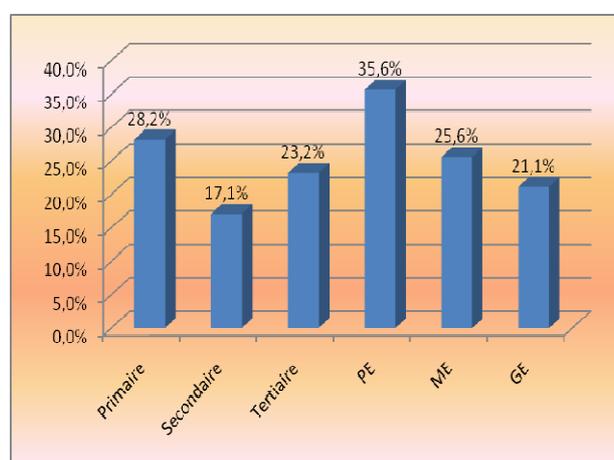
Source : INS/EAE 2012

• Effectifs moyens des employés permanents

L'effectif moyen des employés permanents d'une entreprise en fin d'exercice 2011 est de 214. Il est de 313 dans les grandes entreprises contre 43 dans les moyennes et 17 dans les petites. Dans l'ensemble, les femmes occupent 21,6% des emplois permanents. Ce poids varie suivant la taille de l'entreprise et le secteur d'activité : il est de 35,6% dans les PE, 25,6% dans les ME et 21,1% dans les GE. Le secteur primaire (28,2%) et le secteur tertiaire (23,2%) sont les principaux foyers de concentration de la main d'œuvre féminine. Les femmes occupent 17,1% des emplois dans le secondaire. Elles sont peu nombreuses (moins de 10%) dans les branches industries pétrolières, industries chimiques et autres industries.

Suivant la forme juridique, les femmes occupent 16,0% des emplois dans les SARL et 42,0% des emplois dans les entreprises individuelles.

Graphique 5 : Proportion des femmes au sein des effectifs des employés permanents dans les entreprises camerounaises (%)



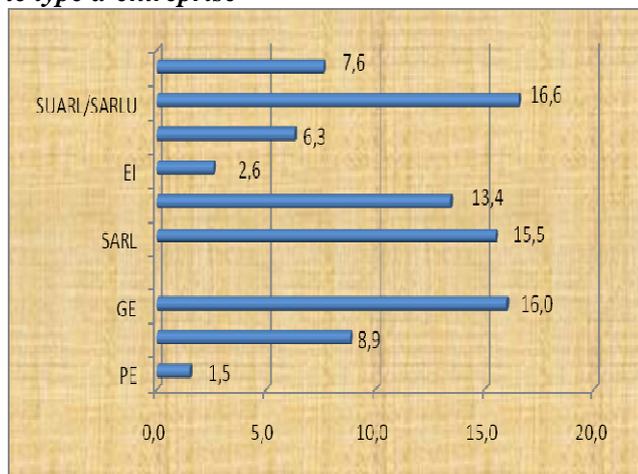
Source : INS/EAE 2012

- **Taux d'encadrement**

Le taux d'encadrement (nombre d'ouvriers sur nombre de cadres) est estimé à 14 en moyenne pour les entreprises au Cameroun. Cela veut dire qu'on retrouve dans une entreprise en moyenne un cadre pour 12 ouvriers. Ce taux croît avec la taille de l'entreprise : il est de 16 pour les GE, 8,9 pour les ME et 1,5 pour les PE.

Selon la forme juridique de l'entreprise, il ressort que dans les SARL, un cadre encadre en moyenne 16 ouvriers. Ce ratio est de 13 dans les entreprises de forme SA et de 8 dans les entreprises publiques ou parapubliques. Le ratio le plus bas est observé dans les entreprises individuelles (3 ouvriers pour un cadre).

Graphique 6 : Taux d'encadrement moyen suivant le type d'entreprise



Source : INS/EAE 2012

Au niveau des branches d'activité, il ressort que les sous secteurs « Sylviculture/Elevage/Pêche et Pisciculture », « Industries agroalimentaires », « Industries de bois » présentent des taux d'encadrement très élevés (1 cadre pour plus de 22 ouvriers). Cependant plusieurs sous secteurs notamment

du tertiaire présentent les taux inférieurs à la moyenne nationale. Les sous secteurs « éducation et santé », « banques », « postes et télécommunications » ont des taux d'encadrement très bas (1 cadre pour moins de 5 ouvriers).

- **Catégorie socioprofessionnelle**

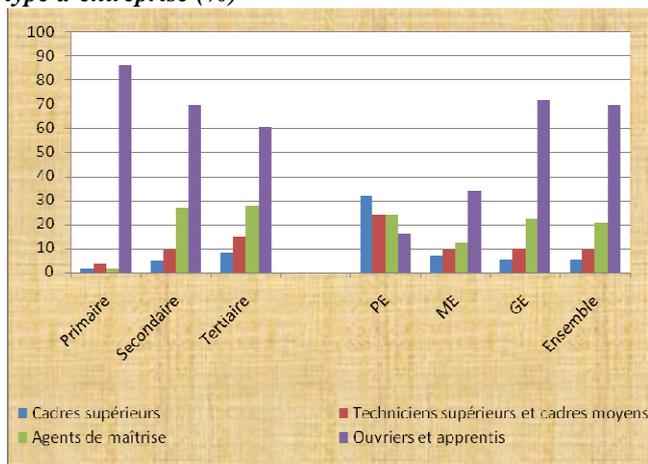
Les ouvriers et apprentis occupent un peu plus des deux tiers des emplois dans les entreprises camerounaises (67,3%). Ils sont plus représentés dans le secteur primaire (86,15%) et moins dans le secteur tertiaire (60,8%). Cela pourrait se justifier par le fait que les activités du primaire nécessitent une main d'œuvre abondante et est accessible à tous. Dans les petites entreprises, les ouvriers et apprentis représentent 25,2% des employés permanents. Ce pourcentage varie suivant le type d'entreprise et atteint 68,1% dans les grandes entreprises.

En ce qui concerne les cadres supérieurs, ils sont plus représentés dans le secteur tertiaire où ils couvrent près de 8% des employés. Dans le secteur primaire l'on retrouve en moyenne 14 cadres supérieurs dans une entreprise contre 9 dans le secondaire. Ces catégories représentent respectivement 8,3% et 1,5% des emplois permanents.

Les entreprises individuelles (EI) sont caractérisées par une forte proportion des cadres supérieurs (30,0%). En effet dans le secteur formel, la plupart des entrepreneurs qui décident de s'installer à leur propre compte sont des personnes ayant un niveau de

qualification assez élevée dans leurs domaines d'activité. Les entreprises publiques et parapubliques et les SA présentent des pourcentages plus faibles des cadres supérieurs (7,6% et 10,5%). Cela serait dû au grand nombre d'ouvriers et d'apprentis qu'elles utilisent (entre 60,3% et 64%), au contraire des EI.

Graphique 7: Répartition des employés par catégorie socio-professionnelle suivant le secteur d'activité et le type d'entreprise (%)



Source : INS/EAE 2012

PRODUCTIVITE APPARENTE DU TRAVAIL

La productivité du travail est le rapport de la valeur ajoutée sur la quantité de travail utilisée sur une période donnée. Elle permet de dégager la contribution du facteur travail dans la production réalisée. Cette productivité est dite apparente dans la mesure où ce rapport ne précise pas de quels équipements se servent les travailleurs.

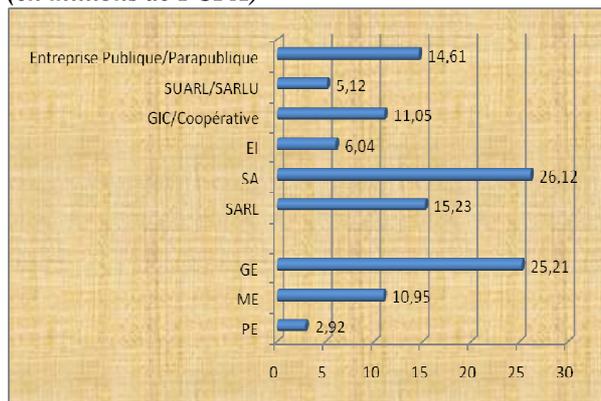
Un employé a produit en moyenne 19,5 millions de FCFA au cours de l'année 2011. Cette productivité apparente est plus élevée dans le secteur tertiaire (25,9 millions de FCFA), tirée par les entreprises des branches

«Transport» (60,4 millions de FCFA), «Postes et télécommunications» (46,7 millions de FCFA) et «Banques et assurances» (32,3 millions de FCFA). Le secteur secondaire vient en deuxième position avec une productivité de 12,5 millions de FCFA, tirée par les branches «Industries extractives» (299,1 millions de FCFA) et «Industries pétrolières» (46,9 millions de FCFA). Le secteur primaire présente la productivité la plus faible (11,3 millions de FCFA pour l'agriculture et 4,82 millions de FCFA pour la Sylviculture/Elevage/Pêche et pisciculture).

Par type d'entreprise, l'on observe également des disparités dans la productivité du travail. Les travailleurs des grandes entreprises sont plus productifs que ceux des autres types d'entreprises (25,2 millions de FCFA pour les GE contre 10,95 millions de FCFA pour les ME et 2,9 millions de FCFA pour les PE).

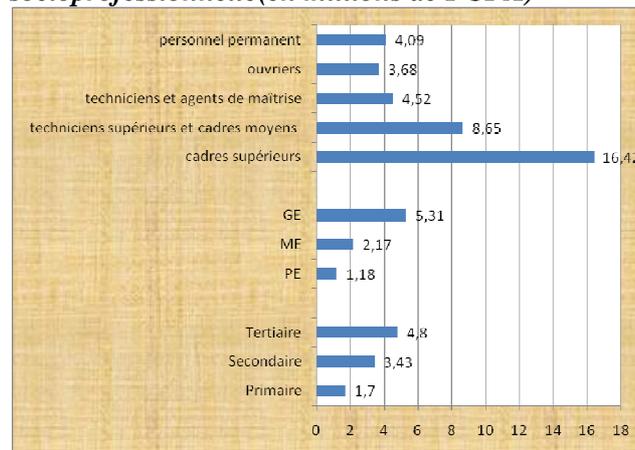
S'agissant de la forme juridique, il ressort que seules les entreprises SA ont une productivité supérieure à la moyenne nationale (26,1 millions de FCFA). Il convient de noter que les entreprises individuelles et celles de forme SUARL/SARLU sont les moins productives (6 et 5,1 millions de FCFA). En revanche, les SARL ont une productivité plus de deux fois supérieure à celle des EI et des SUARL/SARLU (15,2 millions de FCFA).

Graphique 8 : Productivité apparente du travail suivant la forme juridique et le type d'entreprise (en millions de FCFA)



Source : INS/EAE 2012

Graphique 9 : rémunération moyenne du personnel par secteur, type d'entreprise catégorie socioprofessionnelle(en millions de FCFA)



Source : INS/EAE 2012

CHARGES DE PERSONNEL

Les charges de personnel regroupent toutes les dépenses liées au personnel (permanents, temporaires, occasionnels) en contrepartie du travail fourni.

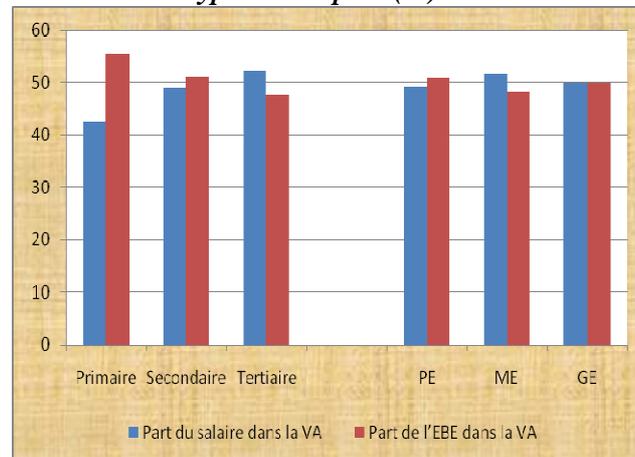
En 2011, les charges moyennes de personnel s'élèvent à 834,5 millions de FCFA par entreprise. Ces charges sont très élevées dans les entreprises publiques/parapubliques (2 396,3 millions de FCFA), les GE (1 296,5 millions de FCFA) et les entreprises du primaire (1 156,7 millions FCFA).

Chaque employé a perçu en 2011 en moyenne une rémunération annuelle de 4,1 millions de FCFA. Celle-ci est plus élevée dans les entreprises du secteur tertiaire (4,8 millions de FCFA), dans les grandes entreprises (5,3 millions de FCFA) et dans les entreprises de forme SA (6 millions de FCFA). Une analyse par catégorie socioprofessionnelle montre que la rémunération d'un cadre supérieur est en moyenne le double de celui d'un cadre moyen et près de quatre fois celle d'un ouvrier.

• Part du salaire et de l'EBE dans la VA

Dans l'ensemble, la part du salaire dans la VA s'est située à 50,4% et celle de l'EBE à 49,4%. Ces parts présentent des disparités suivant le secteur d'activité et le type d'entreprise. Dans le secteur tertiaire le salaire occupe la part la plus importante de la VA (52,2%). Cette situation est imputable aux entreprises des branches « Education et santé », « postes et télécommunications » où la part du salaire dépasse 80% de la VA.

Graphique 10 : Partage de la valeur ajoutée selon le secteur et le type d'entreprise(%)



Source : INS/EAE 2012

- ***Recyclage et formation du personnel des entreprises***

À l'issue de l'enquête, 39,1% d'entreprises déclarent disposer d'un plan de formation. Cette proportion varie suivant le type d'entreprise. Elle est de 1,0% pour les PE, 6,0% pour les ME et 32,0% pour les GE.

En ce qui concerne la forme juridique, la proportion des entreprises disposant d'un plan de formation est de 11% dans les SARL et de 23% dans les GE.

La proportion des entreprises ayant effectivement recyclé leur personnel au courant de l'année 2011 est de 46,4%. Ce pourcentage se situe à 36,5% dans les GE. Une entreprise a recyclé en moyenne 37 personnels. La durée de la formation varie de d'une semaine à 120 semaines. La durée moyenne est de 34 semaines pour un coût moyen de 79 millions de FCFA.

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

- ***Investissement directs étrangers et exonérations fiscales***

Les Investissements Directs à Etrangers (IDE) sont les mouvements internationaux de capitaux réalisés en vue de créer, développer ou maintenir une filiale à l'étranger et/ou d'exercer le contrôle (ou une influence significative) sur la gestion d'une entreprise étrangère.

Élément moteur de la multinationalisation des entreprises, les IDE recouvrent aussi bien

les créations de filiales à l'étranger que les fusions acquisitions transfrontières ou les autres relations financières (notamment les prêts et emprunts intragroupes).

L'un des résultats majeurs à l'horizon 2020 du DSCE est de faire du Cameroun « un pays plus attractif pour les investisseurs privés»

La proportion d'entreprises ayant reçu des IDE pour l'année 2011 est de 3,1%. Pour un volume cumulé des IDE de 18,65 milliards de FCFA. Ces IDE sont concentrés autour de grandes entreprises et concernent certaines branches d'activités (agriculture, construction, industrie du bois)

L'exonération est entendue comme la décharge totale ou partielle d'une obligation fiscale que l'on aurait normalement assumée, l'objectif étant d'alléger les charges des entreprises. Plusieurs régimes d'exonération sont en vigueur au Cameroun d'après le Code Général des Impôts. Il s'agit entre autres du régime des projets structurants, du régime des PME, du régime des zones franches, du régime du code gazier ou pétrolier, etc.

On note que 7,3% d'entreprises ont déclaré bénéficier des mesures fiscales incitatives.

Suivant la forme juridique, ces exonérations sont davantage le fait des « entreprises publiques/parapubliques » (une entreprise sur 5), des SARL (une entreprise sur 20) et des SA (une entreprise sur 10).

Par secteur d'activité, les exonérations

fiscales semblent plus visibles dans le secteur secondaire (10,5%).

- **Marchés publics**

La matrice des stratégies sectorielles du DSCE a donné des indicateurs sur les marchés publics dans le secteur des infrastructures. Il a été retenu qu'à l'horizon 2015, qu'au moins 50% de marchés publics soient attribués au PME locales¹.

Par type d'entreprise, 7.1% de PE ont déclaré avoir été adjudicataires d'un marché. Cette proportion est de 19,2 % pour les GE et 20,2% pour les ME.

Par secteur d'activité, l'on note que seules les entreprises du secondaire (23,3%) et du tertiaire (17,1%) ont été adjudicataires des marchés publics.

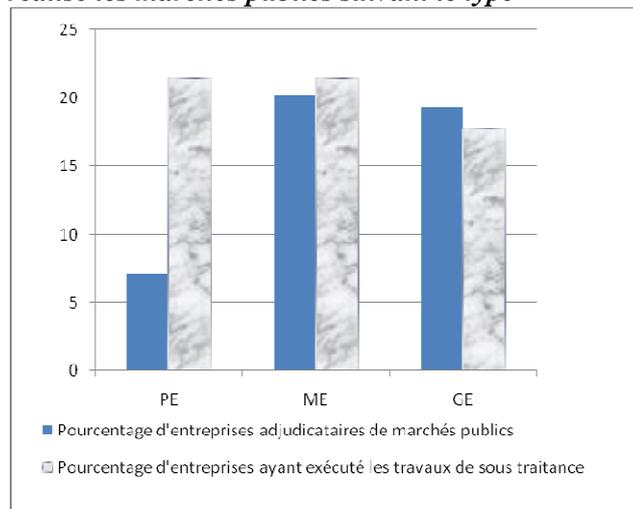
- **Travaux de Sous traitance**

Il se dégage une moyenne de près de 2 milliards de FCFA de travaux confiés à des sous traitants. L'analyse par type d'entreprise montre que le gros des travaux de sous traitance ont été confiés par les grandes entreprises (2,7 milliards de FCFA en moyenne).

Le montant moyen des travaux exécutés en sous traitance s'élève à 390 millions de FCFA.

On note que 21,4% de PE ont réalisé des travaux de sous traitance en 2011;

Graphique 11 : Proportion d'entreprises ayant réalisé les marchés publics suivant le type



Source : INS/EAE 2012

RECHERCHE ET INNOVATIONS TECHNOLOGIQUES

- **Recherche et innovations technologiques**

Près de 6,0% d'entreprises ont réalisé des investissements dans les activités de recherche ou d'innovations technologiques. Par type d'entreprises, les grandes et les moyennes ont réalisé plus d'investissements dans ces activités.

En ce qui concerne les normes de certification (ISO, Normes camerounaises), 11% d'entreprises ont déclaré avoir des produits ou services répondant aux normes de certification nationales ou internationales. Cette proportion est de 14,2% pour les grandes entreprises, 7,8% pour les moyennes et 6,5% les petites.

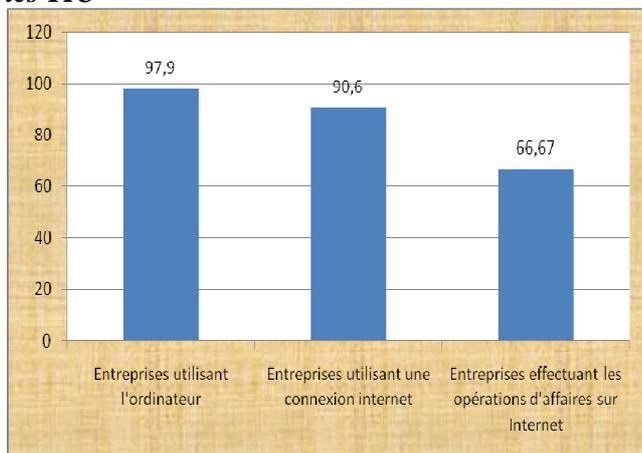
- **Utilisation des TIC**

L'ordinateur en entreprise reste une pratique incontournable. Près de 98,0% d'entreprises enquêtées en 2011 ont déclarées disposer d'au moins un ordinateur comme outil de travail. En ce qui concerne l'utilisation de

¹ Voir Matrices de suivi des stratégies sectorielles du DSCE, p.15

l'internet, 9 entreprises sur 10 ont déclaré disposer d'une connexion internet. Par ailleurs, 2 entreprises sur 3 disent effectuer des opérations d'affaires via internet.

Graphique 12 : Proportion d'entreprises utilisant les TIC



Source : INS/EAE 2012

Une analyse par branche d'activité montre que la pénétration des TIC est inégale.

Dans le secteur primaire où 79,2% des entreprises déclarent posséder un ordinateur, le sous secteur agricole se présente comme le moins outillé (62,0%). Cela s'expliquerait par la nature des activités exercées.

Dans le secondaire où la quasi-totalité des entreprises déclarent disposer d'un ordinateur, l'utilisation d'internet pour les opérations d'affaires se ressent beaucoup plus dans les industries de fabrication (entre 80 et 90%) et les industries chimiques (un peu plus de 80%).

Dans le tertiaire, l'utilisation de l'ordinateur pour les opérations d'affaires est plus marquée dans les entreprises des branches « Banques et assurances », « activité de services aux entreprises » et « postes et télécommunications ».

Par type d'entreprise, 42,9% des PE

disposent d'une connexion internet, contre 86,9% pour les ME et 96,6% pour les GE.

PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

• Sources d'énergie et approvisionnement en eau

En 2011, 78,7% d'entreprises ont déclaré utiliser l'eau courante comme principale source d'approvisionnement en eau. S'agissant des sources d'énergie, 88,7% d'entreprises ont dit utiliser l'électricité produite par AES-Sonel comme principale source d'énergie. S'agissant des énergies renouvelables, seules 1,5% d'entreprises ont optés pour l'énergie solaire et 0,2% pour l'énergie éolienne comme sources d'énergie. Les forages, les puits et les sources sont utilisés par respectivement 20,50%, 2,30% et 3,07% d'entreprises.

• Normes environnementales

Les déchets produits sont pour la plupart des déchets solides (62,5% des entreprises), liquides (23% des entreprises), des nuisances sonores (8,1% des entreprises) et des déchets gazeux (8,1% des entreprises).

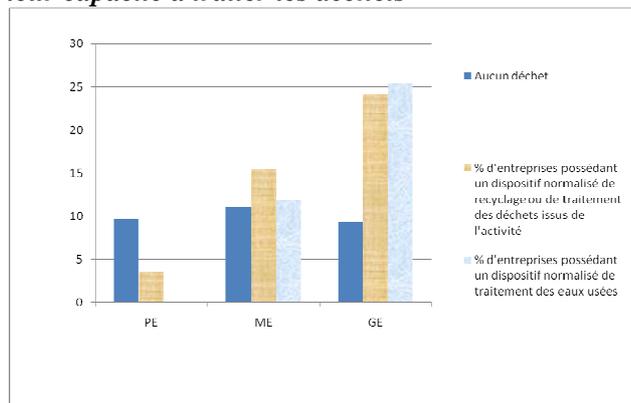
Par branche d'activité les déchets solides se retrouvent plus dans les industries extractives, des sociétés brassicoles et des sociétés de fabrication de caoutchouc. On note relativement plus d'entreprises de l'industrie pétrolière qui déclarent dans la production des déchets liquides (près de 67% d'entre elles).

En ce qui concerne les dispositifs normalisés de recyclage ou de traitement des

déchets, seules 20,3% d'entreprises en sont équipées. Peu d'entreprises disposent d'un système de traitement des eaux usées.

Par type d'entreprise, les grandes entreprises sont les plus nombreuses à mettre en place un dispositif normalisé de recyclage ou de traitement des déchets issus de l'activité (24,2%) ou possèdent un dispositif normalisé de traitement des eaux usées (25,4%).

Graphique 13 : Répartition des entreprises selon leur capacité à traiter les déchets



Source : INS/EAE 2012

TABLEAUX STATISTIQUES

TABLEAU SUR LA SECTION « CARACTERISTIQUES DES ENTREPRISES ENQUETEES »

Tableau 1 : Répartition de l'échantillon par secteur d'activité et type d'entreprise

Secteur	Branche d'activité	Type d'entreprise			Ensemble
		PE	ME	GE	
Primaire	Agriculture	6	3	4	13
	Sylviculture/Elevage/Pêche et pisciculture	2	3	6	11
	Total1	8	6	10	24
Secondaire	Industries Extractives	0	0	3	3
	Industries agroalimentaires	1	20	36	57
	Industries textiles	2	6	2	10
	Industries de bois	0	9	18	27
	Industries de papier et imprimerie	0	8	13	21
	Industries pétrolières	0	0	3	3
	Industries chimiques	0	4	15	19
	Autres industries	1	16	22	39
	Production d'électricité, de gaz et d'eau	0	0	5	5
	Construction	1	15	21	37
	Total2	5	78	138	221
Tertiaire	Commerce de gros et détail	2	12	77	91
	Hôtels et restaurants	4	24	15	43
	Transport	0	10	29	39
	Postes et télécommunications	1	5	6	12
	Banques et assurances	0	1	41	42
	Education et santé	4	6	2	12
	Autres services	4	26	25	55
	Total3	15	84	195	294
Ensemble		28	168	343	539

Source : INS/EAE 2012

A- TABLEAUX SUR LA SECTION « ACTIVITE DES ENTREPRISES DU SECTEUR PRIMAIRE EN 2011 »

Tableau A1 : chiffre affaires, valeur ajoutée par branche d'activité

		Chiffre d'affaires en 2011	Valeur ajoutée en 2011 (en millions et FCFA)	Taux de valeur ajoutée
Branches d'activité	AGRICULTURE INDUSTRIELLE ET D'EXPORTATION	9377	3418	28,61
	ELEVAGE ET CHASSE	313	50	19,49
	SYLVICULTURE ET EXPLOITATION FORESTIERE	10725	2554	19,25
	PECHE ET PISCICULTURE	90	30	33,33
	Ensemble	7613	2455	25,04

Source : INS/EAE 2012

Tableau A2 : production, chiffre affaires, valeur ajoutée par type d'entreprise

		Chiffre d'affaires en 2011	Valeur ajoutée en 2011 (en millions et FCFA)	Taux de valeur ajoutée
Type d'entreprise	PE	71	24	34,62
	ME	356	94	24,18
	GE	18348	5928	17,00
Ensemble		7613	2455	25,04

Source : INS/EAE 2012

Tableau A3 : production, chiffre affaires, valeur ajoutée suivant la forme juridique

		Chiffre d'affaires en 2011	Valeur ajoutée en 2011 (en millions et FCFA)	Taux de valeur ajoutée
Forme juridique de l'entreprise	SARL	2092	459	21,90
	SA	11767	2397	16,02
	EI	88	40	45,45
	GIC/Coopérative	2933	38	29,99
	Entreprise Publique/Parapublique	41531	20227	28,11
Ensemble		7613	2455	25,04

Source : INS/EAE 2012

B- TABLEAUX SUR LA SECTION « ACTIVITE INDUSTRIELLE ET DE CONSTRUCTION EN 2011 »

Tableau B1 : Production, chiffre affaires, valeur ajoutée par type d'entreprise (en millions de FCFA)

Type d'entreprise	Valeur moyenne de la production totale	Chiffre d'affaires moyen en 2011	Valeur ajoutée moyenne en 2011	Taux de valeur ajoutée (en %)
PE	26	27	9	29,8
ME	336	357	97	38,8
GE	20 057	22 551	4 567	30,0
Ensemble	13 852	15 567	3 160	32,6

Source : INS/EAE 2012

Tableau B2 : production, chiffre affaires, valeur ajoutée par branche d'activité (en millions de FCFA)

Branche d'activité	Valeur moyenne de la production totale	Chiffre d'affaires moyen en 2011	Valeur ajoutée moyenne en 2011	Taux de valeur ajoutée (en %)
Industries Extractives	189 000	189 000	67 000	35,4
Industries agroalimentaires	9 513	15 206	4 650	32,2
Industries textiles	10 326	10 324	2 586	41,0
Industries de bois	3 324	3 261	1 256	39,2
Industries de papier et imprimerie	2 121	2 384	643	46,8
Industries pétrolières	510 093	510 093	29 767	7,1
Industries chimiques	5 802	5 988	1 008	27,3
Autres industries	8 842	9 722	1 741	23,8
Production d'électricité, de gaz et d'eau	58 773	56 166	16 432	43,6
Construction	3 961	3 938	900	27,4
Ensemble	13 852	15 567	3 160	32,6

Source : INS/EAE 2012

Tableau B3 : production, chiffre affaires, valeur ajoutée suivant la forme juridique (en millions de FCFA)

Forme juridique	Valeur moyenne de la production totale	Chiffre d'affaires moyen en 2011	Valeur ajoutée moyenne en 2011	Taux de valeur ajoutée (en %)
SARL	5 030	5 142	1 333	29,6
SA	21 920	25 174	4 749	34,8
EI	221	271	16	18,0
GIC/Coopérative	425	423	269	63,9
Entreprise Publique/Parapublique	16 316	16 525	5 287	37,9
Ensemble	13 852	15 567	3 160	32,6

Source : INS/EAE 2012

Tableau B4 : Consommations intermédiaires suivant le type (en millions de FCFA)

TYPE	Consommations intermédiaires moyennes	Consommation moyenne en eau	Consommation moyenne en électricité	Consommation moyenne autre énergie (carburants, gaz oil, etc.)	importations moyennes de matières premières et fournitures	pourcentage de matières et fournitures importées (en %)
PE	5	-	1	-	-	,0
ME	242	1	7	24	41	9,6
GE	12 168	14	328	86	8 734	26,7
Ensemble	8 333	10	229	67	5 991	21,3

Source : INS/EAE 2012

Tableau B5: Consommations intermédiaire par branche (en millions de FCFA)

Branche d'activité	Consommations intermédiaires moyennes	Consommation moyenne en eau	Consommation moyenne en électricité	Consommation moyenne autre énergie (carburants, gasoil, etc.)	importations moyennes de matières premières et fournitures (en millions de Fcfa)	pourcentage de matières et fournitures importées (en %)
Industries Extractives	-	-	-	-	-	
Industries agroalimentaires	6 451	26	192	61	4 276	25,8
Industries textiles	42	12	202	164	138	21,0
Industries de bois	652	2	49	6	530	11,2
Industries de papier et imprimerie	486	1	33	14	589	27,5
Industries pétrolières	885 680	1	286	47	371 334	42,0
Industries chimiques	1 308	2	46	85	337	12,3
Autres industries	4 393	4	704	122	3 412	29,7
Production d'électricité, de gaz et d'eau	2 914	7	1 179	129	897	11,5
Construction	723	5	12	57	52	6,5
Ensemble	8 333	10	229	67	5 991	21,3

Source : INS/EAE 2012

Tableau B6 : Consommations intermédiaires par forme juridique (en millions de FCFA)

Forme juridique	Consommations intermédiaires moyennes	Consommation moyenne en eau	Consommation moyenne en électricité	Consommation moyenne autre énergie (carburants, gaz oil,.)	importations moyennes de matières premières et fournitures	Pourcentage de matières et fournitures importées(en %)
SARL	815	2	44	17	486	15,3
SA	15 988	16	392	112	11 244	26,6
EI	1	-	5	6	-	,0

Forme juridique	Consommations intermédiaires moyennes	Consommation moyenne en eau	Consommation moyenne en électricité	Consommation moyenne autre énergie (carburants, gaz oil,,)	importations moyennes de matières premières et fournitures	Pourcentage de matières et fournitures importées(en %)
GIC/Coopérative	57	2	5	-	9	50,0
Entreprise Publique/Parapublique	861	18	243	50	380	17,5
Ensemble	8 333	10	229	67	5 991	21,3

Source : INS/EAE 2012

Tableau B7: impôts et subventions suivant la forme juridique (en millions de FCFA)

Branche d'activité	Montant moyen des impôts et Taxes	Montant moyen des subventions d'exploitation	Montant moyen des subventions d'investissement	Montant moyen des impôts nets de subventions
Industries Extractives	63 628	-	-	63 628
Industries agroalimentaires	691	37	95	623
Industries textiles	164	154	6	51
Industries de bois	176	11	-	165
Industries de papier et imprimerie	29	30	132	-140
Industries pétrolières	7 176	-	-	16
Industries chimiques	65	-	-	65
Autres industries	116	59	-	45
Production d'électricité, de gaz et d'eau	3 173	-	6 303	-5 740
Construction	114	0	0	119
Ensemble	739	31	147	478

Source : INS/EAE 2012

Tableau B8 : impôts et subventions par type (en millions de FCFA)

Type d'entreprise	Montant moyen des impôts et Taxes	Montant moyen des subventions d'exploitation	Montant moyen des subventions d'investissement	Montant moyen des impôts nets de subventions
PE	5	-	-	5
ME	21	6	1	16
GE	1 066	43	213	684
Ensemble	739	31	147	478

Source : INS/EAE 2012

Tableau B9: impôts et subventions par branche d'activité (en millions de FCFA)

Forme juridique	Montant moyen des impôts et Taxes	Montant moyen des subventions d'exploitation	Montant moyen des subventions d'investissement	Montant moyen des impôts nets de subventions
SARL	845	26	0	851
SA	716	18	1	492

Forme juridique	Montant moyen des impôts et Taxes	Montant moyen des subventions d'exploitation	Montant moyen des subventions d'investissement	Montant moyen des impôts nets de subventions
EI	49	-	-	63
GIC/Coopérative	3	93	17	-107
Entreprise Publique/Parapublique	376	285	4 313	-4 222
Ensemble	739	31	147	478

Source : INS/EAE 2012

Tableau B10 : ventes et exportations par branche d'activité (en millions de FCFA)

Branche d'activité	Montant moyen des exportations	Montant moyen production totale	Chiffre d'affaires moyen en 2011	Valeur ajoutée moyenne en 2011	Taux d'exportation (en %)
Industries Extractives	150 000	189 000	189 000	67 000	79,4
Industries agroalimentaires	1 737	9 513	15 206	4 650	13,8
Industries textiles	3 900	10 326	10 324	2 586	37,8
Industries de bois	1 261	3 324	3 261	1 256	23,8
Industries de papier et imprimerie	409	2 121	2 384	643	5,2
Industries pétrolières	175 601	510 093	510 093	29 767	18,7
Industries chimiques	1 866	5 802	5 988	1 008	28,7
Autres industries	968	8 842	9 722	1 741	18,3
Production d'électricité, de gaz et d'eau	48	58 773	56 166	16 432	1,0
Construction	4	3 961	3 938	900	0,1
Ensemble	3 659	13 852	15 567	3 160	14,7

Source : INS/EAE 2012

Tableau B11: ventes et exportations suivant la forme juridique (en millions de FCFA)

Forme juridique	Montant moyen des exportations	Montant moyen production totale	Chiffre d'affaires moyen en 2011	Valeur ajoutée moyenne en 2011	Taux d'exportation (en %)
SARL	2 555	5 030	5 142	1 333	15,1
SA	4 962	21 920	25 174	4 749	14,4
EI	-	221	271	16	,0
GIC/Coopérative	213	425	423	269	33,2
Entreprise Publique/Parapublique	1 036	16 316	16 525	5 287	16,7
Ensemble	3 659	13 852	15 567	3 160	14,7

Source : INS/EAE 2012

Tableau B12 : ventes et exportations par type (en millions de FCFA)

Type d'entreprise	Total vente au Cameroun	Total exportations	Total global des ventes	Valeur globale de la production vendue	Valeur globale de la production totale	Chiffre d'affaires en 2011	Valeur ajoutée en 2011	Taux d'exportation (en %)
PE	27	-	27	7	26	27	9	,0
ME	303	22	337	194	336	357	97	10,3
GE	11 036	5 328	21 392	10 302	20 057	22 551	4 567	16,9
Ensemble	7 657	3 659	14 767	7 073	13 852	15 567	3 160	14,7

Source : INS/EAE 2012

C- TABLEAUX SUR LA SECTION « ACTIVITE DE COMMERCE ET SERVICES EN 2011 »

Tableau C1 : chiffre d'affaires et valeur ajoutée par branche d'activité du secteur tertiaire (en millions de FCFA)

Branche d'activité	Chiffre d'affaires moyen en 2011	Valeur ajoutée moyenne en 2011	Taux de valeur ajoutée (en %)
Commerce de gros et détail	13 855	965	11,3
Hôtels et restaurants	1 424	530	33,6
Transport	12 484	7 206	37,4
Postes et télécommunications	37 459	20 496	39,7
Banques et assurances	9 757	4 169	39,4
Education et santé	808	363	28,2
Autres services	1 666	755	37,0
Ensemble	9 430	2 937	28,7

Source : INS/EAE 2012

Tableau C2 : chiffre d'affaires et valeur ajoutée par type du secteur tertiaire (en millions de FCFA)

Type d'entreprise	Chiffre d'affaires moyen en 2011	Valeur ajoutée moyenne en 2011	Taux de valeur ajoutée (en %)
PE	19	6	24,5
ME	481	152	31,5
GE	13143	4078	27,8
Ensemble	9430	2937	28,7

Source : INS/EAE 2012

Tableau C3 : chiffre d'affaires et valeur ajoutée par forme juridique du secteur tertiaire (en millions de FCFA)

Forme juridique	Chiffre d'affaires moyen en 2011	Valeur ajoutée moyenne en 2011	Taux de valeur ajoutée (en %)
SARL	3982	523	23,7
SA	15950	5482	32,9
EI	281	73	25,2
GIC/Coopérative	107	44	30,8
SUARL/SARLU	782	324	41,8
Entreprise Publique/Parapublique	10896	4547	34,7
Ensemble	9430	2937	28,7

Source : INS/EAE 2012

Tableau C4 : impôts et subventions suivant la forme juridique (en millions de FCFA)

Branche d'activité	Montant moyen des impôts et Taxes	Montant moyen des subventions d'exploitation	Montant moyen des subventions d'investissement	Montant moyen des impôts nets de subventions
Commerce de gros et détail	803	5	0	828
Hôtels et restaurants	57	0	5	51
Transport	571	96	351	-88
Postes et télécommunications	4153	1122	848	2183
Banques et assurances	476	2	0	508
Education et santé	41	211	176	-347
Autres services	81	26	16	39
Ensemble	592	77	94	404

Source : INS/EAE 2012

Tableau C5 : impôts et subventions par branche d'activité (en millions de FCFA)

Forme juridique	Montant moyen des impôts et Taxes	Montant moyen des subventions d'exploitation	Montant moyen des subventions d'investissement	Montant moyen des impôts nets de subventions
SARL	566	0	0	575
SA	739	30	57	611
EI	8	0	0	8
GIC/Coopérative	3	0	99	-97
SUARL/SARLU	13	0	0	13
Entreprise Publique/Parapublique	368	1114	1205	-1951
Ensemble	592	77	94	404

Source : INS/EAE 2012

Tableau C6 : impôts et subventions par type (en millions de FCFA)

Type d'entreprise	Montant moyen des impôts et Taxes	Montant moyen des subventions d'exploitation	Montant moyen des subventions d'investissement	Montant moyen des impôts nets de subventions
PE	11	0	0	11
ME	30	1	3	26
GE	823	109	132	563
Ensemble	592	77	94	404

Source : INS/EAE 2012

D- TABLEAUX SUR LA SECTION « CAPITAL HUMAIN ET CARACTERISTIQUES DE L'EMPLOI »

Tableau D1: effectif moyen des employés suivant la forme juridique

Forme juridique de l'entreprise	effectif du personnel permanent	effectif du personnel permanent femmes	effectif du personnel permanent hommes	nombre de cadres supérieurs	nombre de techniciens supérieurs et cadres moyens	nombre de techniciens et agents de maîtrise	nombre d'ouvriers et apprentis	taux d'encadrement	productivité apparente du travail
SARL	110	18	93	4	9	23	93	15,18	15,07
SA	253	51	197	12	27	71	151	13,09	25,99
EI	29	12	17	9	10	5	10	2,59	6,04
GIC/Coopérative	36	2	33	3	9	3	25	6,30	11,05
SUARL/SARLU	58	10	48	3	3	14	39	16,56	5,12
Entreprise Publique/Parapublique	1012	304	677	77	102	99	648	7,63	14,61
Ensemble	214	46	164	12	22	49	144	13,39	19,43

Source : INS/EAE 2012

Tableau D2 : effectif moyen des employés suivant par branche d'activité

Branche d'activité	effectif du personnel permanent	effectif du personnel permanent femmes	effectif du personnel permanent hommes	nombre de cadres supérieurs	nombre de techniciens supérieurs et cadres moyens	nombre de techniciens et agents de maîtrise	nombre d'ouvriers et apprentis	taux d'encadrement	productivité apparente du travail (%)
Agriculture	1601	479	1165	25	58	10	1439	16,24	11,33
Sylviculture/Elevage/Pêche et pisciculture	230	58	179	4	7	20	199	22,33	4,82
Industries Extractives	48	8	40	3	23	21	1	2,96	299,11
Industries agroalimentaires	305	59	245	6	17	75	205	28,35	10,60
Industries textiles	306	50	256	11	5	49	248	16,35	5,88
Industries de bois	175	18	157	6	16	21	132	22,71	7,24
Industries de papier et imprimerie	98	29	70	8	14	20	50	9,33	7,58
Industries pétrolières	266	26	237	7	16	144	62	4,92	46,93
Industries chimiques	129	12	113	7	9	21	93	13,57	9,57
Autres industries	98	7	91	5	6	22	92	14,47	9,69
Production d'électricité, de gaz et d'eau	1200	330	869	113	246	448	393	7,25	24,61
Construction	91	7	84	8	8	23	53	6,46	8,68
Commerce de gros et détail	114	21	93	5	16	33	75	9,11	16,07
Hôtels et restaurants	62	17	43	3	5	11	47	12,98	6,46
Transport	272	42	230	19	21	84	166	14,16	60,41
Postes et télécommunications	303	107	194	66	131	80	35	2,92	46,71
Banques et assurances	162	56	83	17	32	84	39	3,83	31,59
Education et santé	206	110	96	54	72	52	63	3,47	2,16
Autres services	266	47	200	11	15	53	240	12,66	26,82
Ensemble	214	46	164	12	22	49	144	13,39	19,43

Source : INS/EAE 2012

Tableau D3 : effectif moyen des employés suivant par secteur d'activité

Secteur d'activité	effectif du personnel permanent	effectif du personnel permanent femmes	effectif du personnel permanent hommes	nombre de cadres supérieurs	nombre de techniciens supérieurs et cadres moyens	nombre de techniciens et agents de maîtrise	nombre d'ouvriers et apprentis	taux d'encadrement	productivité apparente du travail
Primaire	916	258	672	14	30	15	789	19,72	8,08
Secondaire	198	34	164	9	17	48	128	17,00	12,49
Tertiaire	174	40	127	14	26	52	106	9,51	25,48
Ensemble	214	46	164	12	22	49	144	13,39	19,43

Source : INS/EAE 2012

Tableau D4 : effectif moyen des employés par type d'entreprise

Type d'entreprise	effectif du personnel permanent	effectif du personnel permanent femmes	effectif du personnel permanent hommes	nombre de cadres supérieurs	nombre de techniciens supérieurs et cadres moyens	nombre de techniciens et agents de maîtrise	nombre d'ouvriers et apprentis	taux d'encadrement	productivité apparente du travail
PE	17	6	11	8	6	6	4	1,51	2,92
ME	43	11	32	5	7	9	25	8,86	10,95
GE	313	66	241	15	30	70	213	15,48	24,92
Ensemble	214	46	164	12	22	49	144	13,39	19,43

Source : INS/EAE 2012

Tableau D5 : salaires et rémunérations suivant la forme juridique (en millions de FCFA)

Forme juridique de l'entreprise	Charges du personnel cadre	Charges du personnel technicien supérieurs et cadre moyen	Charges du personnel technicien et agent de maîtrise	Charges du personnel ouvrier	Charges du personnel temporaire	Charges du personnel occasionnel	Charges de personnel	salairé moyen	Part des salaires dans la valeur ajoutée au coût des facteurs	Part de l'EBE dans la valeur ajoutée au coût des facteurs
SARL	29,36	37,79	53,85	70,91	8,23	1,48	225,83	2,56	45,65	54,35
SA	276,74	258,09	400,02	260,61	38,71	34,19	1368,58	6,01	46,38	53,62
EI	7,83	1,00	7,00	5,61	,74	,17	18,74	1,01	50,59	49,41
GIC/Coopérative	8,46	13,23	2,62	22,92	1,46	,15	57,00	1,03	37,11	62,89
SUARL/SARLU	64,75	9,75	42,50	58,00	,75	4,00	175,50	3,30	63,43	36,57
Entreprise Publique/Parapublique	486,41	399,96	396,33	944,59	18,56	54,11	2396,26	4,26	137,84	-37,84
Ensemble	162,22	152,41	222,65	196,60	21,81	18,73	834,46	4,09	50,66	49,34

Source : INS/EAE 2012

Tableau D6 : salaires et rémunérations par branche d'activité (en millions de FCFA)

Branche d'activité	Charges du personnel cadre	Charges du personnel technicien supérieurs et cadre moyen	Charges du personnel technicien et agent de maîtrise	Charges du personnel ouvrier	Charges du personnel temporaire	Charges du personnel occasionnel)	Charges de personnel	salaire moyen	Part des salaires dans la valeur ajoutée au coût des facteurs (%)	Part de l'EBE dans la valeur ajoutée au coût des facteurs (%)
Agriculture	154,15	21,15	203,23	1151,00	9,46	1,00	1540,69	1,27	41,37	58,63
Sylviculture/Elevage/Pêche et pisciculture	88,45	105,27	155,18	216,27	,00	,00	702,91	2,18	48,02	51,98
Industries Extractives	131,50	532,50	503,00	297,00	,00	,00	1895,50	16,92	5,66	94,34
Industries agroalimentaires	217,44	207,53	311,60	346,35	120,58	2,39	1260,02	3,23	46,38	53,62
Industries textiles	123,50	48,90	137,70	518,80	20,90	144,20	1271,80	2,02	54,84	45,16
Industries de bois	64,89	49,22	98,67	196,78	11,26	,78	466,19	2,66	50,07	49,93
Industries de papier et imprimerie	70,52	92,90	72,19	86,19	20,95	43,86	386,90	2,94	48,05	51,95
Industries pétrolières	228,00	59,67	53,67	111,67	,00	,00	1126,00	3,93	21,21	78,79
Industries chimiques	58,16	42,47	74,42	132,26	18,84	2,53	421,21	4,01	51,68	48,32
Autres industries	62,49	67,64	250,36	200,67	3,13	172,67	476,72	3,44	40,71	59,29
Production d'électricité, de gaz et d'eau	2557,00	1515,50	5347,25	1728,00	23,50	,00	12243,00	6,32	61,66	38,34
Construction	85,59	89,84	85,03	80,16	22,30	5,73	346,65	3,56	59,68	40,32
Commerce de gros et détail	70,72	79,96	87,42	86,92	4,91	,25	363,46	4,38	41,43	58,57
Hôtels et restaurants	82,17	23,38	50,32	84,83	4,02	1,57	262,36	2,09	49,69	50,31
Transport	431,05	257,82	445,08	340,08	26,03	,00	1787,21	5,42	45,58	54,42
Postes et télécommunications	580,25	1075,75	582,00	52,00	,00	,00	2575,08	5,46	126,39	-26,39
Banques et assurances	241,53	320,75	371,92	98,42	4,08	1,89	1174,97	10,35	45,42	54,58
Education et santé	109,75	62,08	51,33	51,25	8,08	,08	265,92	1,28	87,47	12,53
Autres services	67,31	108,14	72,14	54,37	3,51	1,80	361,18	4,24	57,55	42,45
Ensemble	161,91	152,12	222,23	196,22	21,77	18,70	832,87	4,09	50,6	49,4

Source : INS/EAE 2012

Tableau D7 : Salaires et rémunérations par secteur d'activité (en millions de FCFA)

Secteur d'activité	Charges du personnel cadre	Charges du personnel technicien supérieurs et cadre moyen	Charges du personnel technicien et agent de maîtrise	Charges du personnel ouvrier	Charges du personnel temporaire	Charges du personnel occasionnel	Charges de personnel	salaire moyen	Part des salaires dans la valeur ajoutée au coût des facteurs	Part de l'EBE dans la valeur ajoutée au coût des facteurs
Primaire	124,04	59,71	181,21	722,58	5,13	,54	1 156,71	1,70	44,54	55,46
Secondaire	158,66	135,49	274,88	242,92	42,12	43,44	916,95	3,43	48,91	51,09
Tertiaire	167,70	173,04	184,56	114,59	7,28	,90	739,34	4,80	52,36	47,64
Ensemble	161,91	152,12	222,23	196,22	21,77	18,70	832,87	4,09	50,6	49,4

Source : INS/EAE 2012

Tableau D8: Salaires et rémunérations par type (en millions de FCFA)

		Charges du personnel cadre	Charges du personnel technicien supérieurs et cadre moyen	Charges du personnel technicien et agent de maîtrise	Charges du personnel ouvrier	Charges du personnel temporaire	Charges du personnel occasionnel	Charges de personnel	salaire moyen	Part des salaires dans la valeur ajoutée au coût des facteurs	Part de l'EBE dans la valeur ajoutée au coût des facteurs
Type d'entreprise	PE	3,71	18,04	14,00	3,11	,21	,29	31,39	1,18	49,05	50,95
	ME	15,40	11,13	14,95	21,05	3,45	1,43	71,82	2,17	51,93	48,07
	GE	250,73	236,03	346,55	302,76	33,03	29,15	1292,49	5,31	50,04	49,96
Ensemble		161,91	152,12	222,23	196,22	21,77	18,70	832,87	4,09	50,60	49,40

Source : INS/EAE 2012

Tableau D9 : salaires et rémunérations suivant la forme juridique (en millions de FCFA)

Branche d'activité	Salaire moyen des cadres supérieurs	Salaire		Salaire moyen des ouvriers	Salaire moyen du personnel permanent
		moyen des techniciens supérieurs et cadres moyens	moyen des techniciens et agents de maîtrise		
Agriculture	5,78	1,60	1,83	,66	1,27
Sylviculture/Elevage/Pêche et pisciculture	20,40	15,22	8,13	,63	2,18
Industries Extractives	16,44	8,07	14,37	198,00	16,92
Industries agroalimentaires	22,74	11,13	4,21	1,47	3,23
Industries textiles	8,17	4,44	1,98	1,23	2,02
Industries de bois	15,30	14,77	3,96	1,42	2,66
Industries de papier et imprimerie	6,89	6,37	3,03	1,72	2,94
Industries pétrolières	22,19	6,76	2,52	1,43	3,93
Industries chimiques	10,54	5,35	3,04	1,68	4,01
Autres industries	18,14	9,40	5,88	2,01	3,44
Production d'électricité, de gaz et d'eau	12,69	2,78	5,73	4,96	6,32
Construction	10,62	6,48	2,71	6,57	3,56
Commerce de gros et détail	17,62	10,12	4,22	3,38	4,38
Hôtels et restaurants	14,18	4,31	2,32	,97	2,09
Transport	20,25	10,62	5,78	1,96	5,42
Postes et télécommunications	24,86	5,27	3,97	1,20	5,46
Banques et assurances	23,11	13,79	7,47	17,79	10,35
Education et santé	15,16	,91	1,16	1,41	1,28
Autres services	11,81	6,90	7,06	1,69	4,24
Ensemble	16,42	8,65	4,52	3,68	4,09

Source : INS/EAE 2012

Tableau D10: formation et recyclage dans les entreprises par branche d'activité (données en %)

Branche d'activité	Avez-vous dans l'entreprise, un plan de formation du personnel?		Avez-vous fait suivre à vos employés des recyclages/formation en 2011 ?		Ensemble
	Oui	Non	Oui	Non	
	Agriculture	1,0	1,2	1,0	
Sylviculture/Elevage/Pêche et pisciculture	,4	1,8	,4	1,8	2,2
Industries Extractives	,4	,0	,4	,0	,4
Industries agroalimentaires	4,3	6,7	4,8	6,3	11,1
Industries textiles	,2	1,6	,4	1,4	1,8
Industries de bois	1,8	3,5	1,2	4,0	5,2
Industries de papier et imprimerie	1,2	2,9	1,6	2,6	4,2
Industries pétrolières	,4	,0	,4	,0	,4
Industries chimiques	1,4	2,4	2,4	1,4	3,8

Branche d'activité	Avez-vous dans l'entreprise, un plan de formation du personnel?		Avez-vous fait suivre à vos employés des recyclages/formation en 2011 ?		Ensemble
	Oui	Non	Oui	Non	
Autres industries	2,2	4,7	2,2	5,0	7,1
Production d'électricité, de gaz et d'eau	,6	,2	,6	,2	,8
Construction	2,4	4,7	3,6	3,6	7,1
Commerce de gros et détail	4,7	12,0	7,1	9,1	16,3
Hôtels et restaurants	2,8	6,3	3,8	5,4	9,1
Transport	3,5	4,1	3,6	4,2	7,7
Postes et télécommunications	1,0	1,2	1,6	,6	2,2
Banques et assurances	5,1	1,8	5,4	1,6	6,9
Education et santé	1,6	,8	1,6	,6	2,2
Autres services	4,3	5,1	4,6	4,8	9,3
Ensemble	39,1	60,9	46,4	53,6	100,0

Source : INS/EAE 2012

Tableau D11: formation et recyclage dans les entreprises par branche d'activité (données en %)

	Avez-vous dans l'entreprise, un plan de formation du personnel?		Avez-vous fait suivre à vos employés des recyclages/formation en 2011 ?		Ensemble
	Oui	Non	Oui	Non	
Primaire	1,4	2,9	1,4	3,0	4,4
Secondaire	14,7	26,7	17,5	24,4	41,9
Tertiaire	23,0	31,2	27,6	26,2	53,8
Ensemble	39,1	60,9	46,4	53,6	100,0

Source : INS/EAE 2012

Tableau D12 : formation et recyclage dans les entreprises suivant la forme juridique (données en %)

Forme juridique de l'entreprise	Avez-vous dans l'entreprise, un plan de formation du personnel?	
	Oui	Non
SARL	11,0	32,0
SA	23,0	21,0
EI	,6	3,9
GIC/Coopérative	1,0	1,4
SUARL/SARLU	,6	,2
Entreprise Publique/Parapublique	2,9	2,4
Ensemble	39,1	60,9

Source : INS/EAE 2012

Tableau D13 : formation et recyclage dans les entreprises suivant la forme juridique (données en %)

Forme juridique de l'entreprise	Avez-vous fait suivre à vos employés des recyclages/formation en 2011 ?		Ensemble
	Oui	Non	
SARL	14,5	28,8	43,3
SA	25,4	18,3	43,7
EI	,8	3,8	4,6
GIC/Coopérative	1,4	1,0	2,4
SUARL/SARLU	,8	,0	,8
Entreprise Publique/Parapublique	3,6	1,8	5,4
Ensemble	46,4	53,6	100,0

Source : INS/EAE 2012

Tableau D14: formation et recyclage dans les entreprises par type (données en %)

Type d'entreprise	Avez-vous dans l'entreprise, un plan de formation du personnel?		Avez-vous fait suivre à vos employés des recyclages/formation en 2011 ?		Ensemble
	Oui	Non	Oui	Non	
PE	1,2	4,1	1,6	3,8	5,4
ME	5,9	26,3	8,3	23,8	32,1
GE	32,0	30,5	36,5	26,0	62,5
Ensemble	39,1	60,9	46,4	53,6	100,0

Source : INS/EAE 2012

Tableau D15 : effectif recyclé et coût moyen des recyclages par branche d'activité

	Effectif	Durée cumulée du recyclage/formation (en semaine)	Coût total du recyclage/formation (En millions de FCFA)
Agriculture	34	7	4
Sylviculture/Elevage/Pêche et pisciculture	19	1	5
Industries Extractives	55	0	0
Industries agroalimentaires	56	49	9
Industries textiles	17	3	27
Industries de bois	38	2	31
Industries de papier et imprimerie	60	3	9
Industries pétrolières	0	0	2
Industries chimiques	13	9	151
Autres industries	14	3	19
Production d'électricité, de gaz et d'eau	9	2	9
Construction	14	59	7
Commerce de gros et détail	7	33	4
Hôtels et restaurants	3	7	5
Transport	147	196	31
Postes et télécommunications	143	53	2250
Banques et assurances	47	8	18
Education et santé	28	4	10

	Effectif	Durée cumulée du recyclage/formation (en semaine)	Coût total du recyclage/formation (En millions de FCFA)
Autres services	12	11	5
Ensemble	37	34	79

Source : INS/EAE 2012

Tableau D16 : effectif recyclé et coût moyen des recyclages par branche d'activité

Secteurs d'activité	Effectif	Durée cumulée du recyclage/formation (en semaine)	Coût total du recyclage/formation (En millions de FCFA)
Primaire	29	5	4
Secondaire	32	27	31
Tertiaire	41	41	116
Ensemble	37	34	79

Source : INS/EAE 2012

Tableau D16 : effectif recyclé et coût des recyclages suivant la forme juridique

Forme juridique de l'entreprise	Effectif	Durée cumulée du recyclage/formation (en semaine)	Coût total du recyclage/formation (En millions de FCFA)
SARL	14	32	6
SA	42	39	32
EI	65	7	7
GIC/Coopérative	63	2	3
SUARL/SARLU	5	8	1
Entreprise Publique/Parapublique	83	31	777
Ensemble	37	34	79

Source : INS/EAE 2012

Tableau D17 : effectif recyclé et coût moyen des recyclages par type

Type d'entreprise	Effectif	Durée cumulée du recyclage/formation (en semaine)	Coût total du recyclage/formation (En millions de FCFA)
PE	32	7	4
ME	12	26	3
GE	43	37	99
Ensemble	37	34	79

Source : INS/EAE 2012

Tableau D18 : Niveau d'instruction du chef d'entreprise

	%	Fréquence cumulée
Sans niveau	2,6	2,6
CEP/CEPE/FSLC	2,9	5,5
BEPC/CAP/GCE AL	3,3	8,8
Probatoire	1,3	10,1
Bac	10,8	20,9
BTS ou équivalent	5,9	26,8
Licence/DEA	16,7	43,5
Master/Doctorat ou plus	56,5	100
Total	100	

Source : INS/EAE 2012

Tableau D19 : Age moyen du promoteur d'entreprise par forme juridique

		Age moyen
Forme juridique de l'entreprise	SARL	50
	SA	52
	EI	49
	GIC/Coopérative	49
	SUARL/SARLU	54
	Entreprise Publique/Parapublique	58
Ensemble		51

Source : INS/EAE 2012

Tableau D20 : âge moyen du chef d'entreprise par branche d'activité

Branches d'activité	Age moyen
Agriculture	54
Sylviculture/Elevage/Pêche et pisciculture	47
Industries agroalimentaires	50
Industries textiles	54
Industries de bois	53
Industries de papier et imprimerie	54
Industries pétrolières	47
Industries chimiques	50
Autres industries	49
Production d'électricité, de gaz et d'eau	56
Construction	51
Commerce de gros et détail	51
Hôtels et restaurants	52

Branches d'activité	Age moyen
Transport	49
Postes et télécommunications	48
Banques et assurances	51
Education et santé	56
Autres services	49
Ensemble	51

Source : INS/EAE 2012

Tableau D21 : âge moyen du chef d'entreprise par type

		Age
Type d'entreprise	PE	48
	ME	49
	GE	52
Ensemble		51

Source : INS/EAE 2012

E- TABLEAUX SUR LA SECTION « ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES »

Tableau E1: Proportion d'entreprise ayant bénéficié des investissements directs étrangers suivant la forme juridique

Forme juridique de l'entreprise	Pourcentage d'entreprises	Montant total des IDE reçus (en millions de F CFA)
SARL	1,80	2773
SA	3,43	7295
EI	,00	0
GIC/Coopérative	23,08	8585
SUARL/SARLU	,00	0
Entreprise Publique/Parapublique	3,70	0
Ensemble	3,07	18653

Source : INS/EAE 2012

Tableau E3: investissements directs étrangers par branche d'activité

Secteur d'activité	Pourcentage d'entreprises	Montant total des IDE reçus (en millions de F CFA)
Primaire	4,17	8 570
Secondaire	4,57	10 068
Tertiaire	1,79	15
Ensemble	3,06	18 653

Source : INS/EAE 2012

Tableau E4: investissements directs étrangers par branche d'activité

Branche d'activité	Pourcentage d'entreprises	Montant total des IDE reçus (en millions de F CFA)
Agriculture	7,69	8570
Sylviculture/Elevage/Pêche et pisciculture	,00	0
Industries Extractives	,00	0
Industries agroalimentaires	5,26	681
Industries textiles	,00	0
Industries de bois	3,70	2411
Industries de papier et imprimerie	4,76	48
Industries pétrolières	,00	0
Industries chimiques	5,26	203
Autres industries	2,56	238
Production d'électricité, de gaz et d'eau	,00	0
Construction	8,11	6487
Commerce de gros et détail	,00	0
Hôtels et restaurants	,00	0

Branche d'activité	Pourcentage d'entreprises	Montant total des IDE reçus (en millions de F CFA)
Transport	2,56	0
Postes et télécommunications	8,33	0
Banques et assurances	2,78	0
Education et santé	8,33	9
Autres services	2,04	6
Ensemble	3,06	18653

Source : INS/EAE 2012

Tableau E5: investissements directs étrangers par type

Type d'entreprise	Pourcentage d'entreprises	Montant total des IDE reçus (en millions de F CFA)
PE	7,14	15
ME	1,19	2459
GE	3,67	16179
Ensemble	3,06	18653

Source : INS/EAE 2012

Tableau E6: pourcentage d'entreprises bénéficiant d'exonérations fiscales en 2011 suivant la forme juridique

Forme juridique de l'entreprise	Exonérations fiscales en 2011
SARL	4,50
SA	9,44
EI	,00
GIC/Coopérative	7,69
SUARL/SARLU	,00
Entreprise Publique/Parapublique	18,52
Ensemble	7,28

Source : INS/EAE 2012

Tableau E7: pourcentage d'entreprises bénéficiant d'exonérations fiscales en 2011 par branche et secteur d'activité

Branche d'activité	Exonérations fiscales en 2011
Agriculture	7,69
Sylviculture/Elevage/Pêche et pisciculture	,00
Industries Extractives	,00
Industries agroalimentaires	15,79
Industries textiles	20,00
Industries de bois	3,70
Industries de papier et imprimerie	14,29
Industries pétrolières	,00
Industries chimiques	5,26
Autres industries	7,69
Production d'électricité, de gaz et d'eau	25,00

Branche d'activité	Exonérations fiscales en 2011
Construction	8,11
Commerce de gros et détail	4,71
Hôtels et restaurants	4,26
Transport	15,38
Postes et télécommunications	,00
Banques et assurances	,00
Education et santé	16,67
Autres services	,00
Primaire	4,17
Secondaire	10,50
Tertiaire	5,00
PE	3,57
ME	3,57
GE	9,48
Ensemble	7,27

Source : INS/EAE 2012

Tableau E8: marchés publics et sous traitance en 2011 suivant la forme juridique

Forme juridique de l'entreprise	Pourcentage d'entreprises adjudicataires de marchés publics	Pourcentage d'entreprises ayant exécuté les travaux de sous traitance	Le montant des travaux exécutés (en millions de FCFA)	Pourcentage d'entreprises ayant confié les travaux de sous traitance aux autres	Le montant des travaux confiés (en millions de FCFA)
SARL	19,82	23,87	169	21,62	443
SA	18,88	15,45	799	30,04	3590
EI	4,35	8,70	21	17,39	172
GIC/Coopérative	,00	15,38	7	30,77	28
SUARL/SARLU	25,00	25,00	155	75,00	7
Entreprise Publique/Parapublique	33,33	22,22	0	33,33	109
Ensemble	18,97	19,16	390	26,44	1928

Source : INS/EAE 2012

Tableau E9: marchés publics et sous traitance en 2011 par secteur d'activité

Secteur d'activité	Pourcentage d'entreprises adjudicataires de marchés publics	Pourcentage d'entreprises ayant exécuté les travaux de sous traitance	Le montant des travaux exécutés ? (en millions de FCFA)	Pourcentage d'entreprises ayant confié les travaux de sous traitance aux autres	Si Oui, quel a été le montant des travaux confiés ? (en millions de FCFA)
Primaire	,00	12,50	77	16,67	30
Secondaire	23,29	20,55	502	33,33	1875
Tertiaire	17,14	18,57	268	21,79	2130
Ensemble	18,93	19,12	390	26,39	1928

Source : INS/EAE 2012

Tableau E10: marchés publics et sous traitance en 2011 par type

Type d'entreprise	Pourcentage d'entreprises adjudicataires de marchés publics	Pourcentage d'entreprises ayant exécuté les travaux de sous traitance	Le montant des travaux exécutés ? (en millions de FCFA)	Pourcentage d'entreprises ayant confié les travaux de sous traitance aux autres	Si Oui, quel a été le montant des travaux confiés ? (en millions de FCFA)
PE	7,14	21,43	74	14,29	34
ME	20,24	21,43	133	23,21	71
GE	19,27	17,74	570	29,05	2734
Ensemble	18,93	19,12	390	26,39	1928

Source : INS/EAE 2012

Tableau E11 : marchés publics et sous traitance en 2011 par branche d'activité

	Pourcentage d'entreprises adjudicataires de marchés publics	Pourcentage d'entreprises ayant exécuté les travaux de sous traitance	Le montant des travaux exécutés ? (en millions de FCFA)	Pourcentage d'entreprises ayant confié les travaux de sous traitance aux autres	Si Oui, quel a été le montant des travaux confiés ? (en millions de FCFA)
Agriculture	,00	,00	0	23,08	23
Sylviculture/Elevage/Pêche et pisciculture	,00	27,27	77	9,09	50
Industries Extractives	,00	50,00	0	50,00	16000
Industries agroalimentaires	3,51	7,02	0	26,32	618
Industries textiles	20,00	20,00	15	30,00	77
Industries de bois	14,81	18,52	35	33,33	1022
Industries de papier et imprimerie	28,57	33,33	44	38,10	83
Industries pétrolières	33,33	,00	0	33,33	0
Industries chimiques	10,53	31,58	0	26,32	102
Autres industries	28,21	17,95	216	25,64	8807
Production d'électricité, de gaz et d'eau	50,00	25,00	1720	50,00	123
Construction	56,76	32,43	1586	51,35	390
Commerce de gros et détail	20,00	17,65	126	12,94	184
Hôtels et restaurants	10,64	12,77	20	10,64	81
Transport	,00	12,82	1500	25,64	9789
Postes et télécommunications	33,33	25,00	183	33,33	6137
Banques et assurances	22,22	11,11	0	16,67	415
Education et santé	8,33	25,00	7	50,00	7
Autres services	26,53	32,65	223	38,78	76
Ensemble	18,93	19,12	390	26,39	1928

Source : INS/EAE 2012

F- TABLEAUX SUR LA SECTION « INNOVATIONS TECHNOLOGIQUES »

Tableau F1: Innovations technologiques et TIC en 2011 suivant la forme juridique

Forme juridique de l'entreprise	Pourcentage d'entreprises ayant investi dans les activités de recherche et d'innovation technologique en 2011	Coût total en fin d'année 2011 (en millions de FCFA)	pourcentage d'entreprises ayant des produits certifiés ISO	Pourcentage d'entreprises utilisant l'ordinateur	Nombre d'ordinateurs fonctionnels
SARL	2,25	5 715	11,26	98,20	16
SA	7,73	1 687	13,30	100,00	61
EI	8,70	2	8,70	82,61	7
GIC/Coopérative	15,38	20	,00	76,92	8
SUARL/SARLU	25,00	50	,00	100,00	18
Entreprise Publique/Parapublique	11,11	1 005	7,41	100,00	94
Ensemble	5,94	2 163	11,49	97,89	40

Source : INS/EAE 2012

Tableau F2: Innovations technologiques et TIC en 2011 suivant la forme juridique

Forme juridique de l'entreprise	Pourcentage d'entreprises disposant d'une connexion internet	Pourcentage d'entreprises effectuant des opérations d'affaires par internet
SARL	89,19	63,51
SA	97,85	72,96
EI	52,17	30,43
GIC/Coopérative	53,85	38,46
SUARL/SARLU	100,00	100,00
Entreprise Publique/Parapublique	92,59	77,78
Ensemble	90,80	66,67

Source : INS/EAE 2012

Tableau F3: Innovations technologiques et TIC en 2011 par branche d'activité

Branche d'activité	Pourcentage d'entreprises ayant investi dans les activités de recherche et d'innovation technologique en 2011	Coût total en fin d'année 2011 (en millions de FCFA)	pourcentage d'entreprises ayant des produits certifiés ISO	Pourcentage d'entreprises utilisant l'ordinateur	Nombre d'ordinateurs fonctionnels	Pourcentage d'entreprises disposant d'une connexion internet	Pourcentage d'entreprises effectuant des opérations d'affaires par internet
Agriculture	15,38	39	15,38	61,54	20	61,54	30,77
Sylviculture/Elevage/Pêche et pisciculture	9,09	0	18,18	100,00	14	63,64	72,73
Industries Extractives	,00	0	,00	100,00	30	100,00	50,00
Industries agroalimentaires	8,77	194	21,05	98,25	34	82,46	61,40
Industries textiles	,00	0	10,00	100,00	58	90,00	80,00
Industries de bois	,00	0	14,81	96,30	28	92,59	74,07
Industries de papier et imprimerie	,00	0	4,76	100,00	18	95,24	85,71
Industries pétrolières	,00	0	66,67	100,00	141	100,00	66,67
Industries chimiques	,00	0	15,79	100,00	30	94,74	89,47
Autres industries	7,69	2668	17,95	97,44	27	97,44	79,49
Production d'électricité, de gaz et d'eau	,00	0	,00	100,00	25	100,00	50,00
Construction	5,41	9	13,51	100,00	13	94,59	75,68
Commerce de gros et détail	2,35	6686	10,59	100,00	29	96,47	65,88
Hôtels et restaurants	4,26	3336	8,51	93,62	22	80,85	55,32
Transport	10,26	145	2,56	97,44	80	92,31	43,59
Postes et télécommunications	16,67	3494	,00	100,00	117	91,67	91,67
Banques et assurances	8,33	314	8,33	100,00	124	100,00	69,44
Education et santé	33,33	2011	,00	100,00	36	75,00	41,67
Autres services	2,04	9999	8,16	100,00	25	93,88	69,39

Branche d'activité	Pourcentage d'entreprises ayant investi dans les activités de recherche et d'innovation technologique en 2011	Coût total en fin d'année 2011 (en millions de FCFA)	pourcentage d'entreprises ayant des produits certifiés ISO	Pourcentage d'entreprises utilisant l'ordinateur	Nombre d'ordinateurs fonctionnels	Pourcentage d'entreprises disposant d'une connexion internet	Pourcentage d'entreprises effectuant des opérations d'affaires par internet
Agriculture	15,38	39	15,38	61,54	20	61,54	30,77
Sylviculture/Elevage/Pêche et pisciculture	9,09	0	18,18	100,00	14	63,64	72,73
Industries Extractives	,00	0	,00	100,00	30	100,00	50,00
Industries agroalimentaires	8,77	194	21,05	98,25	34	82,46	61,40
Industries textiles	,00	0	10,00	100,00	58	90,00	80,00
Industries de bois	,00	0	14,81	96,30	28	92,59	74,07
Industries de papier et imprimerie	,00	0	4,76	100,00	18	95,24	85,71
Industries pétrolières	,00	0	66,67	100,00	141	100,00	66,67
Industries chimiques	,00	0	15,79	100,00	30	94,74	89,47
Autres industries	7,69	2668	17,95	97,44	27	97,44	79,49
Production d'électricité, de gaz et d'eau	,00	0	,00	100,00	25	100,00	50,00
Construction	5,41	9	13,51	100,00	13	94,59	75,68
Commerce de gros et détail	2,35	6686	10,59	100,00	29	96,47	65,88
Hôtels et restaurants	4,26	3336	8,51	93,62	22	80,85	55,32
Transport	10,26	145	2,56	97,44	80	92,31	43,59
Postes et télécommunications	16,67	3494	,00	100,00	117	91,67	91,67
Banques et assurances	8,33	314	8,33	100,00	124	100,00	69,44
Education et santé	33,33	2011	,00	100,00	36	75,00	41,67
Autres services	2,04	9999	8,16	100,00	25	93,88	69,39
Ensemble	5,93	2163	11,47	97,71	40	90,63	66,54

Source : INS/EAE 2012

Tableau F4: Innovations technologiques et TIC en 2011 par secteur d'activité

Secteur d'activité	Pourcentage d'entreprises ayant investi dans les activités de recherche et d'innovation technologique en 2011	Coût total en fin d'année 2011 (en millions de FCFA)	pourcentage d'entreprises ayant des produits certifiés ISO	Pourcentage d'entreprises utilisant l'ordinateur	Nombre d'ordinateurs fonctionnels	Pourcentage d'entreprises disposant d'une connexion internet	Pourcentage d'entreprises effectuant des opérations d'affaires par internet
Primaire	12,50	39	16,67	79,17	16	62,50	50,00
Secondaire	4,57	707	15,98	98,63	29	91,78	73,97
Tertiaire	6,43	3119	7,50	98,57	50	92,14	62,14
Ensemble	5,93	2163	11,47	97,71	40	90,63	66,54

Source : INS/EAE 2012

Tableau F5 : Innovations technologiques et TIC en 2011 par type

Type d'entreprise	Pourcentage d'entreprises ayant investi dans les activités de recherche et d'innovation technologique en 2011	Coût total en fin d'année 2011 (en millions de FCFA)	pourcentage d'entreprises ayant des produits certifiés ISO	Pourcentage d'entreprises utilisant l'ordinateur	Nombre d'ordinateurs fonctionnels	Pourcentage d'entreprises disposant d'une connexion internet	Pourcentage d'entreprises effectuant des opérations d'affaires par internet
PE	7,14	2	7,14	78,57	8	42,86	39,29
ME	5,36	2780	6,55	97,62	11	86,90	64,29
GE	6,12	2055	14,37	99,39	57	96,64	70,03
Ensemble	5,93	2163	11,47	97,71	40	90,63	66,54

Source : INS/EAE 2012

G- TABLEAUX SUR LA SECTION « PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT »

Tableau G1 : Approvisionnement en eau et électricité en 2011 suivant la forme juridique

(%)

Forme juridique de l'entreprise	CDE	forage	Puits	Sources	AES SONEL	Groupe électrogène	Energie solaire	Energie éolienne	D'électricité	D'eau
SARL	83,78	17,57	1,80	2,25	91,89	39,19	,90	,45	11	1
SA	77,25	26,18	,86	2,58	86,70	53,22	2,15	,00	24	1
EI	65,22	4,35	17,39	8,70	91,30	26,09	,00	,00	2	1
GIC/Coopérative	38,46	,00	7,69	7,69	61,54	,00	,00	,00	0	0
SUARL/SARLU	100,00	,00	,00	,00	100,00	50,00	,00	,00	0	0
Entreprise Publique/Parapublique	77,78	22,22	3,70	7,41	88,89	44,44	3,70	,00	70	3
Ensemble	78,74	20,50	2,30	3,07	88,70	44,25	1,53	,19	19	1

Source : INS/EAE 2012

Tableau G2: approvisionnement en eau et électricité en 2011 par branche d'activité(%)

Branche d'activité	CDE	forage	Puits	Sources	AES SONEL	Groupe électrogène	Energie solaire	Energie éolienne	D'électricité	D'eau
Agriculture	38,46	15,38	15,38	15,38	69,23	23,08	7,69	,00	167	2
Sylviculture/Elevage/Pêche et pisciculture	81,82	27,27	9,09	9,09	90,91	45,45	,00	,00	8	4
Industries Extractives	100,00	,00	,00	,00	100,00	50,00	,00	,00	1	0
Industries agroalimentaires	63,16	43,86	1,75	8,77	78,95	56,14	1,75	1,75	14	0
Industries textiles	70,00	30,00	,00	,00	90,00	30,00	,00	,00	30	3
Industries de bois	66,67	37,04	3,70	,00	77,78	44,44	,00	,00	22	0
Industries de papier et imprimerie	80,95	23,81	,00	4,76	80,95	38,10	4,76	,00	18	0
Industries pétrolières	33,33	66,67	,00	,00	100,00	66,67	,00	,00	2	0
Industries chimiques	42,11	52,63	,00	,00	73,68	68,42	,00	,00	21	1
Autres industries	69,23	30,77	5,13	2,56	79,49	35,90	2,56	,00	31	1
Production d'électricité, de gaz et d'eau	75,00	,00	,00	,00	50,00	50,00	,00	,00	3	0
Construction	81,08	10,81	,00	2,70	89,19	29,73	,00	,00	5	1
Commerce de gros et détail	90,59	11,76	1,18	1,18	96,47	43,53	,00	,00	13	1
Hôtels et restaurants	85,11	25,53	4,26	4,26	95,74	48,94	,00	,00	4	1
Transport	94,87	5,13	2,56	,00	97,44	48,72	,00	,00	9	2
Postes et télécommunications	83,33	16,67	,00	,00	91,67	33,33	16,67	,00	144	0
Banques et assurances	86,11	8,33	,00	2,78	91,67	50,00	5,56	,00	10	0
Education et santé	75,00	16,67	8,33	,00	91,67	41,67	,00	,00	4	5
Autres services	89,80	,00	,00	2,04	95,92	38,78	,00	,00	5	0
Ensemble	78,59	20,46	2,29	3,06	88,53	44,17	1,53	,19	19	1

Source : INS/EAE 2012

Tableau G3: approvisionnement en eau et électricité en 2011 par branche d'activité(%)

Secteur d'activité	CDE	forage	Puits	Sources	AES SONEL	Groupe électrogène	Energie solaire	Energie éolienne	D'électricité	D'eau
Primaire	58,33	20,83	12,50	12,50	79,17	33,33	4,17	,00	101	3
Secondaire	68,04	32,42	1,83	3,65	80,82	44,75	1,37	,46	18	1
Tertiaire	88,57	11,07	1,79	1,79	95,36	44,64	1,43	,00	14	1
Ensemble	78,59	20,46	2,29	3,06	88,53	44,17	1,53	,19	19	1

Source : INS/EAE 2012

Tableau G4: approvisionnement en eau et électricité en 2011 par type(%)

Type d'entreprise	CDE	forage	Puits	Sources	AES SONEL	Groupe électrogène	Energie solaire	Energie éolienne	D'électricité	D'eau
PE	53,57	7,14	14,29	7,14	85,71	14,29	,00	,00	1	0
ME	80,36	11,31	2,98	3,57	89,29	28,57	,60	,60	9	1
GE	79,82	26,30	,92	2,45	88,38	54,74	2,14	,00	25	1
Ensemble	78,59	20,46	2,29	3,06	88,53	44,17	1,53	,19	19	1

Source : INS/EAE 2012

Tableau G5: protection de l'environnement en 2011 suivant la forme juridique(%)

Forme juridique de l'entreprise	Déchets solides	Déchets liquides	Déchets gazeux	Nuisances sonores	Aucun déchet
SARL	61,71	19,37	8,56	7,66	9,91
SA	59,66	25,32	8,15	8,58	9,44
EI	73,91	21,74	,00	4,35	13,04
GIC/Coopérative	53,85	,00	,00	,00	23,08
SUARL/SARLU	75,00	25,00	,00	,00	25,00
Entreprise Publique/Parapublique	85,19	44,44	14,81	14,81	7,41
Ensemble	62,45	22,99	8,05	8,05	10,15

Source : INS/EAE 2012

Tableau G6: protection de l'environnement en 2011 suivant la forme juridique (%)

Forme juridique de l'entreprise	pourcentage d'entreprises possédant un dispositif normalisé de recyclage ou de traitement des déchets issus de l'activité	pourcentage d'entreprises possédant un dispositif normalisé de traitement des eaux usées
SARL	18,47	14,41
SA	24,46	25,75
EI	8,70	4,35
GIC/Coopérative	7,69	15,38
SUARL/SARLU	25,00	,00
Entreprise Publique/Parapublique	14,81	29,63
Ensemble	20,31	19,73

Source : INS/EAE 2012

Tableau G8: protection de l'environnement en 2011 par branche d'activité(%)

Branche d'activité	Déchets solides	Déchets liquides	Déchets gazeux	Nuisances sonores
Agriculture	76,92	23,08	7,69	15,38
Sylviculture/Elevage/Pêche et pisciculture	63,64	9,09	,00	27,27
Industries Extractives	100,00	50,00	,00	,00
Industries agroalimentaires	63,16	26,32	14,04	5,26
Industries textiles	70,00	20,00	20,00	30,00
Industries de bois	70,37	14,81	7,41	11,11
Industries de papier et imprimerie	61,90	19,05	,00	9,52
Industries pétrolières	33,33	66,67	33,33	33,33
Industries chimiques	57,89	52,63	21,05	5,26
Autres industries	74,36	12,82	7,69	20,51
Production d'électricité, de gaz et d'eau	25,00	,00	,00	,00
Construction	64,86	29,73	16,22	10,81
Commerce de gros et détail	52,94	11,76	10,59	3,53
Hôtels et restaurants	74,47	46,81	,00	4,26
Transport	64,10	43,59	5,13	12,82
Postes et télécommunications	41,67	8,33	,00	,00
Banques et assurances	52,78	8,33	,00	,00
Education et santé	91,67	16,67	,00	,00
Autres services	53,06	14,29	8,16	4,08
Ensemble	62,33	22,94	8,03	8,03

Source : INS/EAE 2012

Tableau G9: protection de l'environnement en 2011 par branche d'activité (%)

Branche d'activité	Aucun déchet	pourcentage d'entreprises possédant un dispositif normalisé de recyclage ou de traitement des déchets issus de l'activité	pourcentage d'entreprises possédant un dispositif normalisé de traitement des eaux usées
Agriculture	15,38	23,08	7,69

Branche d'activité	Aucun déchet	pourcentage d'entreprises possédant un dispositif normalisé de recyclage ou de traitement des déchets issus de l'activité	pourcentage d'entreprises possédant un dispositif normalisé de traitement des eaux usées
		Sylviculture/Elevage/Pêche et pisciculture	,00
Industries Extractives	,00	50,00	,00
Industries agroalimentaires	7,02	28,07	35,09
Industries textiles	10,00	20,00	10,00
Industries de bois	,00	25,93	18,52
Industries de papier et imprimerie	4,76	9,52	9,52
Industries pétrolières	,00	33,33	66,67
Industries chimiques	,00	42,11	42,11
Autres industries	,00	41,03	28,21
Production d'électricité, de gaz et d'eau	50,00	,00	25,00
Construction	8,11	16,22	13,51
Commerce de gros et détail	12,94	15,29	10,59
Hôtels et restaurants	8,51	6,38	31,91
Transport	5,13	33,33	33,33
Postes et télécommunications	25,00	8,33	,00
Banques et assurances	25,00	8,33	11,11
Education et santé	8,33	33,33	16,67
Autres services	20,41	8,16	6,12
Ensemble	10,13	20,27	19,69

Source : INS/EAE 2012

Tableau G10 : protection de l'environnement en 2011 par secteur d'activité (%)

Secteur d'activité	Déchets solides	Déchets liquides	Déchets gazeux	Nuisances sonores	Aucun déchet	pourcentage d'entreprises possédant un dispositif normalisé de recyclage ou de traitement des déchets issus de l'activité	pourcentage d'entreprises possédant un dispositif normalisé de traitement des eaux usées
						Primaire	70,83
Secondaire	65,30	24,66	11,87	11,42	5,02	26,94	25,11
Tertiaire	59,29	22,14	5,36	4,29	14,29	14,64	16,43
Ensemble	62,33	22,94	8,03	8,03	10,13	20,27	19,69

Source : INS/EAE 2012

Tableau G11: protection de l'environnement en 2011 par type (%)

Type d'entreprise	Déchets solides	Déchets liquides	Déchets gazeux	Nuisances sonores	Aucun déchet	pourcentage d'entreprises possédant un dispositif normalisé de recyclage ou de traitement des déchets issus de l'activité	pourcentage d'entreprises possédant un dispositif normalisé de traitement des eaux usées
PE	75,00	17,86	3,57	3,57	14,29	3,57	,00
ME	64,29	20,24	7,14	7,74	10,71	15,48	11,90
GE	60,24	24,77	8,87	8,56	9,48	24,16	25,38
Ensemble	62,33	22,94	8,03	8,03	10,13	20,27	19,69

Source : INS/EAE 2012

ANNEXE

EQUIPE TECHNIQUE DE L'EAE

La conception et la réalisation de L'Enquête Annuelle dans les Entreprises (EAE) ont été effectuées grâce à la participation des personnels de l'INS. L'équipe était constituée de :

COORDINATION :

M. TEDOU Joseph, Directeur Général de l'Institut National de la Statistique, Directeur National du projet,
M. SHE ETOUNDI Joseph Guy Benjamin, Directeur Général Adjoint de l'Institut National de la Statistique, Directeur National Adjoint du projet,
M. KUETCHE, Chef de Département des Statistiques Economiques, Superviseur national du projet,
M. WABO Jean Pierre, Chef de Division des Statistiques du Secteur Productif, Coordonnateur technique du projet.

MEMBRES DE L'EQUIPE TECHNIQUE

M. WABO Jean Pierre, INS
M. YABI, INS,
M. DJOU Pierre, INS
M. FANDIO Ferdinand, INS
M. METANGMO Janvier, INS,
M. FOKOU FOPI Serges, INS,
M. MOUGA Amisobel, INS,
M. OUMAROU Ibn el Hamid, INS
M. OUAMBA TAGNE Alain Rody, INS

EQUIPE DE REDACTION DU RAPPORT DE L'EAE

M. WABO Jean Pierre, INS
M. YABI, INS,
M. METANGMO Janvier, INS,
M. FOKOU FOPI Serges, INS,
M. MOUGA Amisobel, INS
M. OUAMBA TAGNE Alain
M. DJOU Pierre, INS
M. FANDIO Ferdinand, INS
Mme GUIAKAM Bernadette, INS,
Mme MOGUEA Jeannette, INS.

**CE RAPPORT EST UNE PUBLICATION DU DEPARTEMENT
DES STATISTIQUES ECONOMIQUES**



BP : 134 Yaoundé Tél : (+237) 22 22 04 45 / 22 22 54 21 Fax : (+237) 22 23 24 37 -

Site Web: www.statistics-cameroon.org